

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46820]

1 JUNI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2023 tot uitvoering van het decreet betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen (NUMAC 2023-42240 — MB 22/06/2023, blz. 56402). — Addendum

Bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2023 tot uitvoering van het decreet betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen, worden de twee onderstaande bijlagen gevoegd.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46471]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création du Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié ;

Vu le rapport du 7 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mai 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 12 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

Titre 1^{er}. — *Création, objet et missions du Centre*

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° " le Centre » : le Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire visé à l'article 2 ;

2° " le Ministre » : le Ministre qui a les finances et le budget dans ses attributions ;

3° " la Région » : la Région wallonne ;

4° " l'ICN » : l'Institut des comptes nationaux visé à l'article 107 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ;

5° " le SPW » : le Service public de Wallonie ;

6° " le Code de la Fonction publique » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

7° " le SePAC » : le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets ministériels visé à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC ;

8° " le règlement (UE) n°549/2013 » : le Règlement (UE) n°549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne ;

9° " le SEC » : le Système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne au sens du règlement (UE) n°549/2013 ;

10° " UAP » : l'unité d'administration publique qui fait partie du périmètre de consolidation de la Région wallonne, à savoir le sous-secteur 1312 " Administrations d'Etats fédérés » du secteur 13 " Administrations publiques » au sens du règlement (UE) n°549/2013 ;

11° " le SPOC » : le point de contact unique de la Région vis-à-vis de l'ICN dans le cadre de la transmission des informations et des statistiques demandées pour l'établissement des comptes des administrations publiques au sens du SEC ainsi que dans le cadre de la procédure de déficits excessifs ;

12° " le Comité de monitoring budgétaire » : l'organe chargé par le Gouvernement de suivre les travaux d'élaboration des budgets de la Région ainsi que leur exécution au regard des objectifs budgétaires fixés par le Gouvernement ;

13° " les revues des dépenses » : les outils qui permettent de développer, d'évaluer, de recommander et d'adopter des options politiques en analysant les dépenses existantes du Gouvernement dans des domaines définis, afin de :

- a) permettre au Gouvernement de gérer le niveau global des dépenses ;
- b) aligner les dépenses avec les priorités du gouvernement ;
- c) améliorer l'efficacité des programmes et des politiques ;

14° " entités-source » : les entités qui relèvent du périmètre régional de consolidation tel que défini à l'article 2, 25°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

15° " le CFFW » : le Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie institué par le décret du 22 juillet 2010 créant un Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie ;

16° " les services admissibles » : les services effectifs visés aux articles 238 et suivants du Code de la fonction publique ;

17° " l'échelle de traitements » : l'échelle de traitements en base annuelle reprise à l'annexe XIII du Code de la fonction publique ;

18° " le Gouvernement » : le Gouvernement wallon.

CHAPITRE 2. — *Création du Centre*

Art. 2. Il est institué sous la dénomination " Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire », une cellule du Gouvernement placée sous son autorité directe, ci-après dénommée le Centre et dont le sigle est " CeSEFFB ».

L'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur s'applique au Centre, sauf dispositions dérogatoires dans le présent arrêté. Le Centre est assimilé à un Cabinet ministériel, y compris pour le Code de la Fonction publique. Il n'est pas une administration tout en étant un service public.

Le personnel du Centre, le cas échéant sans préjudice de sa situation administrative chez son employeur d'origine :

- 1° ne peut pas acquérir en cours d'exercice un statut de fonctionnaire nommé à titre définitif ;
- 2° n'est pas soumis en son sein à la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail ;
- 3° est soumis à une position administrative sui generis.

Le Ministre assure la tutelle sur le Centre et en est l'ordonnateur primaire.

Art. 3. Aux fins d'assurer le bon fonctionnement du Centre, le SePAC l'informe sans délai de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur, et de ses modifications ultérieures.

CHAPITRE 3. — *Objet et missions du Centre*

Art. 4. Le Centre est l'interlocuteur et le partenaire régional désigné pour offrir les services d'appui, d'assistance et d'accompagnement au Gouvernement, au SPW et aux UAP, dans les domaines d'intérêt général repris à l'article 5.

Le Centre est l'interlocuteur et le partenaire régional désigné pour offrir les services d'appui, d'assistance et d'accompagnement au Comité de monitoring budgétaire et au CFFW dans l'exécution de leurs missions.

Le Centre est l'interlocuteur et le partenaire régional désigné pour les instances financières et fiscales belges, européennes et internationales. A cet effet, le Centre :

- 1° veille à l'accomplissement des obligations financières et fiscales légales de la Région et des institutions wallonnes qui le demandent ;
- 2° collabore à la défense et à la préservation des intérêts de la Région en matière financière et fiscale ;
- 3° coordonne les contacts de la Région et des institutions wallonnes qui le demandent, avec les administrations fiscales fédérales et locales qui gèrent des impôts et taxes à charge de la Région ou de ces institutions ;
- 4° est le SPOC de la Région, notamment vis-à-vis de l'ICN.

Art. 5. § 1^{er}. Le Centre assure sous l'autorité du Ministre le financement global de la dette publique régionale conformément aux directives générales données par le Ministre.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

- 1° proposer au Ministre la stratégie de financement et d'exécuter les opérations financières liées à l'émission de tout type d'emprunts selon les procédures d'émission appropriées ;
- 2° intervenir sur le marché des produits dérivés ;
- 3° enregistrer toutes les opérations financières liées à la gestion de la dette afin de déterminer la position de trésorerie journalière, de calculer les risques de crédit et de marché et d'établir des statistiques et des rapports ;
- 4° proposer au Ministre une stratégie pour la gestion de la dette tenant compte notamment de la structure du portefeuille de dette et de l'évaluation des risques de marché et de crédit ;
- 5° entretenir des contacts avec les acteurs du marché et les organismes nationaux et internationaux pour ce qui concerne la gestion de la dette ;
- 6° établir le budget de la dette publique et d'adapter la gestion de la dette au budget ;
- 7° assurer la promotion du financement de la dette de l'Etat fédéral tant en Belgique qu'à l'étranger ;

- 8° développer de nouveaux produits financiers ;
- 9° formuler au Ministre toutes propositions qui favorise la gestion de la dette ;
- 10° établir des rapports et fournir des informations à la demande du Ministre ou des institutions belges, européennes ou internationales ;
- 11° diffuser des informations générales concernant la dette de la Région ;
- 12° conseiller et suivre les UAP dans leur politique de financement.

§ 2. Le Centre assure sous l'autorité du Ministre l'opérationnalisation des placements à long terme au nom de la Région, et participe au développement de la stratégie en la matière.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

- 1° analyser et réaliser les placements à plus d'un mois en produits classiques ou structurés, en euros ou en une autre devise au nom de la Région ;
- 2° négocier, modéliser et conclure les produits de couvertures des placements ;
- 3° négocier et suivre les contrats ;
- 4° mettre en place un monitoring des placements et d'analyse du risque du portefeuille.

§ 3. Le Centre assiste le Gouvernement, le SPW et les UAP dans le cadre de l'analyse, du pilotage et de la veille budgétaire, comptable et financière, ainsi que de la politique d'investissement.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

- 1° participer à la préparation et à l'élaboration des budgets régionaux et à leur exécution ;
- 2° analyser des budgets et des comptes des UAP, ainsi que de suivre l'exécution de leur budget, dont leur impact sur le besoin de financement et l'endettement de la Région ;
- 3° élaborer et suivre les projections pluriannuelles ;
- 4° remettre des avis relatifs aux politiques initiées par le Gouvernement, le SPW et les UAP, à la demande de ceux-ci, notamment quant à l'impact de celles-ci sur le besoin de financement et l'endettement de la Région ;
- 5° concevoir des procédures et des outils dédiés ;
- 6° élaborer la politique d'investissement, ses moyens et d'assurer son suivi ;
- 7° suivre les financements alternatifs ;
- 8° accompagner le Gouvernement, le SPW, les UAP et les pouvoirs locaux qui le sollicitent dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de projets ou de programmes d'investissements ;
- 9° suivre et conseiller en matière de comptabilité publique et privée ;
- 10° développer des analyses prospectives financières, budgétaires et fiscales.

§ 4. Le Centre assiste le Gouvernement dans le processus des revues des dépenses, y compris les diminutions, les réductions et les crédits d'impôts relatifs aux compétences fiscales de la Région.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

- 1° élaborer et assurer la gestion globale de la méthodologie ;
- 2° concevoir des procédures et des outils dédiés ;
- 3° coordonner la mise en œuvre des revues des dépenses, en ce compris le secrétariat des groupes de travail et du comité de pilotage ;
- 4° contrôler le suivi des décisions prises par le Gouvernement suite à chaque exercice de revues des dépenses.

§ 5. Le Centre assiste le Gouvernement dans l'élaboration et l'exécution de sa politique fiscale, le cas échéant en collaboration avec le SPW.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

- 1° rédiger la législation et la réglementation fiscales régionales ;
- 2° suivre les législations, en projet ou existantes, en Belgique ou à l'étranger, susceptibles d'influencer l'exercice des compétences fiscales de la Région ;
- 3° suivre l'application de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;
- 4° analyser le statut fiscal de la Région et des institutions wallonnes ;
- 5° analyser les recettes et les dépenses fiscales de la Région.

§ 6. Le Centre assure le rôle de SPOC de la Région vis-à-vis de l'ICN.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

- 1° collecter des informations et des statistiques requises par l'ICN auprès des entités sources ;
- 2° représenter la Région au sein des groupes de travail chargés, en application du protocole conclu entre l'ICN et les autorités publiques belges, d'établir les tableaux, les tableurs et les listes nécessaires ;
- 3° transmettre dans les délais requis les demandes de renseignements complémentaires adressées par l'ICN aux instances publiques et la communication des réponses à l'ICN ;
- 4° informer l'ICN de toute modification susceptible d'avoir une incidence sur la transmission des données ainsi que sur l'établissement des statistiques du SEC et de procédure de déficit excessif ;
- 5° représenter la Région aux réunions d'informations mutuelles telles que prévues par le protocole de collaboration ;
- 6° centraliser et transmettre à l'ICN les demandes d'avis préalablement sollicitées par les instances publiques et les entités sources sur l'impact de projets ou de transactions sur le solde de financement et l'endettement de la Région ;
- 7° établir la liste de toutes les données statistiques attendues par l'ICN, leur fréquence de transmission et le format requis.

§ 7. Le Centre reçoit, collecte, détient et transmet les données et les informations nécessaires pour la poursuite de ses missions dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables en la matière.

§ 8. Le Centre dispose auprès des entités-source de tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses missions.

Art. 6. Le Centre est également chargé dès sa constitution de missions spécifiques inhérentes à sa forme de cellule du Gouvernement que sont :

- 1° l'analyse de sa situation au sein du paysage institutionnel wallon, au niveau belge et international ;
- 2° l'analyse des missions qui lui sont dévolues et le développement des possibilités d'adaptation de celles-ci ;
- 3° l'analyse de l'organisation interne la plus efficace pour atteindre ses objectifs ;
- 4° la présentation au Gouvernement des résultats de ces différentes analyses dans un délai maximal de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;
- 5° la proposition au Gouvernement de l'ensemble du cadre juridique nécessaire à son évolution vers une structure pérenne dans un délai maximal d'un an à dater de l'accomplissement de la mission prévue au 4°.

On entend par « structure pérenne », une structure organisationnelle à vocation permanente par opposition à la vocation temporaire de sa structure en tant que cellule du Gouvernement.

Titre 2. — *Composition et organisation du Centre*

CHAPITRE 1^{er}. — *Composition*

Art. 7. Le personnel du Centre est composé des membres suivants :

- 1° un coordinateur général de niveau A ;
- 2° cinq coordinateurs généraux adjoints de niveau A ;
- 3° quarante-et-un équivalents temps-plein de niveau A ;
- 4° huit équivalents temps-plein de niveau B, C ou D.

Art. 8. Les membres du personnel du Centre sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre.

CHAPITRE 2. — *Organisation*

Art. 9. § 1^{er}. Le coordinateur général est responsable de l'ensemble de la coordination du Centre, en ce compris la gestion administrative.

Un coordinateur général adjoint est responsable de l'organisation, de l'exécution et du suivi de la mission transversale prévue à l'article 4, alinéa 3.

Les autres coordinateurs généraux adjoints sont responsables de l'organisation, de l'exécution et du suivi des autres missions du Centre déterminées au titre 1^{er}, chapitre 3.

Les autres membres du personnel de niveau A sont chargés de l'exécution des missions du Centre déterminées au titre 1^{er}, chapitre 3, sous la responsabilité du coordinateur général et des coordinateurs généraux adjoints.

Les membres du personnel de niveau B, C ou D sont chargés du support administratif du Centre.

§ 2. Le coordinateur général et les coordinateurs généraux adjoints exercent leur fonction au sein du Centre à temps plein.

§ 3. Il est interdit au coordinateur général et aux coordinateurs généraux adjoints du Centre d'effectuer une prestation dans une autre cellule du Gouvernement, y compris les cabinets ministériels.

Art. 10. Le coordinateur général et les coordinateurs généraux adjoints déterminent la répartition des missions et des tâches entre eux, ainsi que la répartition des membres du personnel affectés à ces missions et tâches.

Art. 11. Il est institué un comité de suivi du Centre qui se réunit semestriellement.

Celui-ci se compose :

- 1° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement ;
- 2° d'un représentant de chaque Vice-Président du Gouvernement ;
- 3° d'un représentant du Ministre ;
- 4° du Directeur général du SPW Finances, ou son délégué ;
- 5° du Directeur général du SPW Intérieur et Action sociale, ou son délégué ;
- 6° d'un membre de l'Inspection des Finances.

Art. 12. Le Centre communique un rapport annuel d'activités au Ministre au plus tard le 31 mars de chaque année.

Le Ministre communique sans délai ce rapport au Gouvernement.

Titre 3. — *Situation administrative et pécuniaire des membres du personnel du Centre*

CHAPITRE 1^{er}. — *Principes généraux*

Art. 13. § 1^{er}. Les membres du personnel du Centre remplissent leurs fonctions avec loyauté, conscience et intégrité sous l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques.

Ils sont tenus de respecter les lois et les règlements en vigueur ainsi que les procédures et les directives de l'autorité dont ils relèvent.

Ils respectent les instruments de travail qui sont mis à leur disposition, les utilisent à des fins professionnelles et selon les règles fixées par l'autorité dont ils dépendent.

Dans leur travail quotidien, et lorsque ceux-ci s'appliquent au Centre, les membres du personnel du Centre tiennent compte des principes de déontologie énoncés à l'annexe I du Code de la fonction publique.

§ 2. Les membres du personnel du Centre traitent les usagers de leur service avec compréhension et sans aucune discrimination.

Ils garantissent aux usagers l'égalité de traitement sans distinction fondée notamment sur la nationalité, le sexe, l'origine sociale ou ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

§ 3. Les membres du personnel du Centre évitent, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, tout comportement qui peut ébranler la confiance du public dans leur service.

§ 4. Les membres du personnel du Centre ne peuvent pas solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, des gratifications ou des avantages quelconques.

§ 5. Les membres du personnel du Centre traitent leurs dossiers et formulent les avis destinés à leurs supérieurs hiérarchiques et au Gouvernement indépendamment de toute influence extérieure et de tout conflit de fonctions, et n'obéissent pas directement ou indirectement à un intérêt personnel.

Les membres du personnel du Centre s'abstiennent de participer à la prise d'une décision dans les dossiers dans lesquels ils ont directement ou indirectement des intérêts personnels, ou dans lesquels ils présentent un conflit de fonctions.

Dans le cas où ils exercent un mandat électif ou exécutif local, les membres du personnel du Centre s'abstiennent de traiter des dossiers revêtant un intérêt local.

§ 6. Les membres du personnel du Centre se tiennent au courant d'une façon permanente de l'évolution des techniques, des réglementations et des recherches dans les matières dont ils sont professionnellement chargés.

Art. 14. Au cours de l'exécution et après l'exécution de leur mission au sein du Centre, les membres du personnel du Centre agissent avec réserve et sont tenus au strict respect du secret professionnel, et ce sans limite dans le temps.

Les activités du Centre et les informations y relatives, directes ou indirectes, sont strictement confidentielles et les membres du personnel du Centre s'engagent à ne pas divulguer d'informations concernant celles-ci.

Art. 15. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 14, les membres du personnel du Centre jouissent de la liberté d'expression à l'égard des faits dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

§ 2. Il leur est uniquement interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de l'autorité, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et aux libertés du citoyen, et notamment au droit au respect de la vie privée; cette interdiction vaut également pour les faits qui ont trait à la préparation de toutes les décisions aussi longtemps qu'une décision finale n'a pas été prise, ainsi que pour les faits qui, lorsqu'ils sont divulgués, peuvent porter préjudice à la position de concurrence de l'organisme dans lequel le membre du personnel du Centre est occupé.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} s'appliquent également aux membres du personnel du Centre qui ont cessé leurs fonctions.

§ 3. Les membres du personnel du Centre ont droit à l'information pour tous les aspects utiles à l'exercice de leurs tâches.

§ 4. Les membres du personnel du Centre ont le droit de consulter leur dossier personnel et d'en obtenir une copie gratuite.

§ 5. Les membres du personnel du Centre ont droit à la formation utile à leur travail.

§ 6. Les membres du personnel du Centre ont le droit d'être traités avec dignité tant par les supérieurs hiérarchiques que par les subordonnés.

Art. 16. Le personnel du Centre est composé :

1° de membres des services du Gouvernement, ou d'un organisme visé à l'article 3, § 1^{er}, 4°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, mis en congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un Cabinet ministériel en application des articles 485 à 490 du Code de la Fonction publique ;

2° de membres détachés relevant soit :

a) d'un service, d'une administration ou d'un organisme d'intérêt public dépendant des autres entités fédérées, du fédéral ou des pouvoirs locaux ;

b) d'une entreprise publique autonome ;

c) d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné ;

3° de membres désignés directement par le Gouvernement qui ne relèvent pas d'une situation visée aux 1° et 2°.

Le régime juridique des membres du personnel du Centre est sui generis et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Leur désignation ou leur détachement est uniquement le fruit d'actes administratifs unilatéraux à portée individuelle qui émane du Ministre sur décision du Gouvernement. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agent désigné à titre définitif chez leur employeur d'origine, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des agents contractuels de l'Etat. Le personnel statutaire détaché reste soumis à la sécurité sociale de son employeur d'origine.

Art. 17. Les dispositions visées par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur en matière de congés et d'absences sont applicables aux membres du personnel du Centre.

CHAPITRE 2. — *Cumul d'activités et congé pour mission*

Art. 18. § 1^{er}. Les membres du personnel du Centre ne peuvent cumuler des activités professionnelles.

Par activité professionnelle, l'on entend toute occupation dont le produit est un revenu professionnel au sens du Code des Impôts sur les revenus 1992.

Par dérogation à l'alinéa 2, un mandat public de nature politique n'est pas considéré comme une activité professionnelle.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le cumul d'activités professionnelles inhérentes à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit.

Est inhérente à l'exercice de la fonction, uniquement toute charge :

1° attachée, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, à la fonction exercée par le membre du personnel ;

2° à laquelle le membre du personnel est désigné d'office par l'autorité hiérarchique dont il relève ou le Gouvernement.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le coordinateur général autorise le cumul pour une durée maximale de cinq ans renouvelable sur demande écrite et préalable du membre du personnel du Centre, et après avis du coordinateur général adjoint dont le membre du personnel du Centre dépend, dans les conditions suivantes :

1° le cumul n'est pas de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ;

2° le cumul n'est pas contraire à la dignité de la fonction ;

3° le cumul n'est pas de nature à compromettre l'indépendance du membre du personnel du Centre ou à créer une confusion avec sa qualité de membre du personnel du Centre.

Au plus tard dans les soixante jours de l'introduction de la demande écrite auprès du coordinateur général, le coordinateur général adjoint dont dépend le membre du personnel du Centre ou à défaut le coordinateur général, remet un avis motivé à son égard. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le coordinateur général statue sur la demande du membre du personnel du Centre dans un délai de soixante jours prenant cours à la date de la réception de l'avis motivé prévu à l'alinéa 2. Passé ce délai, la demande écrite dont question à l'alinéa 1^{er} reçoit d'office une réponse favorable.

Si le dossier ne contient pas les renseignements nécessaires, l'autorité qui le constate demande ces renseignements dans un délai de trente jours prenant cours à la date de la réception du dossier.

L'autorisation est révocable si l'une des conditions visées à l'alinéa 1^{er} n'est plus remplie.

Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

En cas de modification de sa situation administrative ou de modification des conditions d'exercice ou de la nature du cumul, le membre du personnel du Centre est tenu d'introduire sans délai une nouvelle demande.

Lorsque le membre du personnel du Centre concerné est le coordinateur général, le cumul est autorisé directement par le Ministre.

Dans tous les cas, le cumul ne peut entraîner, toutes activités professionnelles rémunérées comprises, un temps de prestation rémunéré supérieur à cent vingt-cinq pourcents du temps de prestation dans le Centre.

Art. 19. A sa demande écrite et préalable au Ministre et sur autorisation du Gouvernement, le membre du personnel du Centre peut être mis à disposition d'une autre cellule du Gouvernement, y compris les cabinets ministériels.

La mise à disposition d'une autre cellule du Gouvernement s'exerce à temps plein.

Dès lors que cette mise à disposition empêche de s'acquitter des fonctions qui lui sont confiées au sein du Centre, le membre du personnel du Centre obtient au sein du Centre le congé nécessaire à l'exécution d'une telle mise à disposition.

Le congé pour mise à disposition est assimilé à une période d'activité de service au sein du Centre et, pour la période de celui-ci :

1° est maintenu :

a) le paiement de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement visée à l'article 27, ou

b) le paiement de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement visée à l'article 28 ;

2° est interrompu le paiement de l'allocation annuelle supplémentaire visée à l'article 30.

En application des alinéas précédents pour la durée de mise à disposition, le membre du personnel du Centre visés à l'article 16, alinéa 1^{er}, 1°, reste considéré à temps plein dans le Centre en tant que membres des services du Gouvernement, ou d'un organisme, mis en congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un Cabinet ministériel en application des articles 485 à 490 du Code de la Fonction publique.

En cas de modification de sa situation administrative ou de modification des conditions d'exercice ou de la nature de la mise à disposition, le membre du personnel du Centre est tenu d'introduire sans délai une nouvelle demande.

Art. 20. En cas de prestations réduites au sein du Centre, sauf application de l'article 19, il est interdit au membre du personnel du Centre d'effectuer une prestation rémunérée dans une autre cellule du Gouvernement, y compris les cabinets ministériels.

CHAPITRE 3. — Niveaux et grades

Art. 21. Le grade est le titre qui situe le membre du personnel du Centre dans la hiérarchie et qui l'habilite à occuper un des emplois au sein du Centre qui correspondent à ce grade.

Les grades sont répartis en niveaux et en rangs conformément aux dispositions des articles 4 et 5 du Code de la fonction publique en tenant compte des titres énoncés à l'article 22.

Art. 22. Les grades au sein du Centre sont répartis entre les rangs comme suit :

1° au rang A2, le grade de coordinateur général ;

2° au rang A3, le grade de coordinateur général adjoint ;

3° au rang A4, le grade de conseiller expert ;

4° au rang A5, le grade de premier attaché expert ;

5° au rang A6, le grade d'attaché expert ;

6° au rang B1, le grade de premier gradué administratif ;

7° au rang B2, le grade de gradué administratif ;

8° au rang C1, le grade de premier assistant administratif ;

9° au rang C2, le grade d'assistant administratif ;

10° au rang D1, le grade de premier adjoint administratif ;

11° au rang D2, le grade d'adjoint administratif.

CHAPITRE 4. — *Sélection et désignation*

Art. 23. Nul ne peut être membre du personnel du Centre s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- 1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;
- 2° jouir des droits civils et politiques ;
- 3° être porteur d'un diplôme, d'un certificat d'études, ou d'un autre titre équivalent, en rapport avec le niveau du grade à conférer conformément à l'annexe III du Code de la Fonction publique ;
- 4° remplir les conditions d'accès à l'emploi déterminées par le Coordinateur général lors de la mise en compétition de l'emploi à pourvoir ;
- 5° être lauréat d'une sélection organisée par le Centre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, le Ministre détermine les conditions d'accès à remplir pour la sélection du coordinateur général et des coordinateurs généraux adjoints.

Le Gouvernement peut accorder par une décision motivée une dérogation à la condition de diplôme, de certificat d'études, ou d'un autre titre équivalent, visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, aux candidats porteurs d'un diplôme, d'un certificat d'études ou d'un autre titre d'un niveau inférieur, dans le cas de la recherche d'une expertise particulière. L'appel à candidature fait mention de la dérogation et reprend fidèlement la décision du Gouvernement sur celle-ci.

Art. 24. Pour chaque emploi à conférer au sein du Centre, il est établi une description de fonction qui contient au minimum les éléments suivants :

- 1° le niveau, le grade, le rang et l'échelle de traitements ;
- 2° les conditions d'accès, y compris l'expérience professionnelle éventuellement requise ;
- 3° la finalité et les activités principales de la fonction ;
- 4° les compétences requises pour exercer la fonction.

L'appel à candidature et la description de fonction font l'objet d'une publicité adéquate par le Centre, en fonction des spécificités de l'emploi à conférer.

On entend par « publicité adéquate », une publicité multicanal effectuée par voie digitale et par presse écrite. Celle-ci est au minimum organisée sur le site Internet du SPW et sur un site Internet spécialisé dans le recrutement, ainsi que dans un quotidien de presse écrite. Le cas échéant, il sera également fait appel à des sites de recrutements spécialisés, de la presse écrite spécialisée, ou tout autre canal de communication comme les réseaux sociaux.

Art. 25. § 1^{er}. La sélection pour le niveau A est organisée et effectuée par un jury sous la présidence du coordinateur général du Centre, constitué en plus de :

- 1° un membre de l'Inspection des Finances ;
- 2° deux experts externes au Centre choisis en dehors des membres des cabinets ministériels, des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne ;
- 3° un autre expert.

Les experts mentionnés à l'alinéa précédent présentent une expérience de minimum dix années en lien avec les compétences requises pour exercer la fonction de l'emploi à conférer.

La sélection pour les niveaux B, C et D organisée et effectuée au sein du Centre par un jury constitué du coordinateur général et de deux coordinateurs généraux adjoints.

Afin de respecter la mixité de genre, les jurys ne peuvent être composés de plus de deux tiers de membres du même sexe, à l'exception du jury constitué en application de l'alinéa 3 lorsque la composition du Centre ne le permet pas.

§ 2. L'appel à candidature, la description de fonction et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par le Gouvernement.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes techniques des candidats ;
- 2° la personnalité des candidats.

Les sélections susmentionnées peuvent être, le cas échéant, constituées de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidature et la procédure de sélection.

La vérification du respect des articles 23 et 24 fait partie intégrante de la procédure de sélection.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury classe les candidats selon les points obtenus et communique au Gouvernement la liste des lauréats qui constituent la réserve issue de la sélection.

§ 5. Le Gouvernement désigne le lauréat, sur base du classement opéré au paragraphe 4, dans l'emploi à conférer.

Art. 26. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 25, la sélection pour le coordinateur général et les coordinateurs généraux adjoints est organisée et effectuée par un jury sous la co-présidence du président et du vice-président du CFFW, constitué en plus de :

- 1° un membre de l'Inspection des Finances ;
- 2° deux experts externes au Centre choisis en dehors des membres des cabinets ministériels, des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne ;
- 3° un autre expert externe au Centre.

Les experts externes mentionnés à l'alinéa précédent présentent une expérience de minimum dix années en lien avec les compétences requises pour exercer la fonction de l'emploi à conférer, dont l'un au moins présente une expérience de dix années en management ou en gestion des ressources humaines.

Afin de respecter la mixité de genre, le jury ne peut être composé de plus de deux tiers de membres du même sexe.

§ 2. L'appel à candidature, la description de fonction et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par le Gouvernement.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes de gestion des candidats ;
- 2° les aptitudes d'organisation des candidats ;
- 3° les aptitudes techniques des candidats ;
- 4° la personnalité des candidats.

La sélection susmentionnée peut être, le cas échéant, constituée de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidature et la procédure de sélection.

La vérification du respect des articles 23 et 24 fait partie intégrante de la procédure de sélection.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury rédige un rapport écrit et motivé à destination du Gouvernement reprenant les aptitudes de chacun des candidats, et classant les candidats en deux catégories " apte » et " inapte ».

§ 5. Le Gouvernement désigne le lauréat, parmi les candidats jugés aptes par le jury, dans l'emploi à conférer.

CHAPITRE 5. — *Traitements*

Art. 27. § 1^{er}. Les membres du personnel du Centre visés à l'article 16, 1° et 2°, qui ne conservent pas le droit au paiement du traitement auprès de leur organisme d'origine, et les membres du personnel du Centre visés à l'article 16, 3°, bénéficient d'une allocation annuelle tenant lieu de traitement.

Cette allocation annuelle tenant lieu de traitement est octroyée sur base d'une échelle de traitements au titulaire du grade visé à l'article 22 conformément aux correspondances suivantes :

- 1° pour le grade de Coordinateur général, l'échelle de traitements A2 ;
- 2° pour le grade de Coordinateur général adjoint, l'échelle de traitements A3 ;
- 3° pour le grade de Conseiller expert, l'échelle de traitements A4/1 ;
- 4° pour le grade de Premier attaché expert, l'échelle de traitements A5/2 ;
- 5° pour le grade le grade d'Attaché expert, l'échelle de traitements A6/1 ;
- 6° pour le grade de Premier gradué administratif, l'échelle de traitements B1 ;
- 7° pour le grade de Gradué administratif, l'échelle de traitements B2/1 ;
- 8° pour le grade de Premier assistant administratif, l'échelle de traitements C1 ;
- 9° pour le grade d'Assistant administratif, l'échelle de traitements C2 ;
- 10° pour le grade de Premier adjoint administratif, l'échelle de traitements D1 ;
- 11° pour le grade d'Adjoint administratif, l'échelle de traitements D2.

§ 2. L'allocation annuelle tenant lieu de traitement évolue dans le temps et est déterminée au sein d'une échelle de traitements visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, qui tient compte des services admissibles au jour de l'affectation au Centre, ainsi que de l'ancienneté pécuniaire acquise dans le Centre.

Les services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire sont les services effectifs visés aux articles 238 et suivants du Code de la Fonction publique. Par dérogation à l'article 238, § 3, du Code de la Fonction publique, sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, sans durée maximale prise en compte :

- 1° les services accomplis à titre statutaire ou contractuel dans le secteur public d'un Etat autre que ceux visés à l'article 238, § 1^{er}, du même Code ;
- 2° les services accomplis dans le secteur privé ;
- 3° les périodes d'activité en qualité d'indépendant.

Les services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire visés à l'alinéa 2, sont fixés par le coordinateur général à la demande du membre du personnel du Centre qui joint à sa demande tous les éléments de preuve utiles. Les services admis le sont à compter du premier jour du mois qui suit la demande.

Art. 28. Les membres du personnel du Centre visés à l'article 16, 1° et 2°, qui conservent le droit au paiement du traitement auprès de leur organisme d'origine bénéficient le cas échéant d'une allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement.

Cette allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement est égale à la différence positive entre l'allocation annuelle tenant lieu de traitement à laquelle le membre du personnel du Centre peut prétendre en application de l'article 27 et le traitement réellement perçu de l'organisme d'origine.

Afin de permettre le calcul de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement, le membre du personnel du Centre qui perçoit encore des traitements de son organisme d'origine transmet sans délai au SePAC sa situation pécuniaire dans l'organisme d'origine au jour de l'affectation au Centre, ainsi que toute évolution de celle-ci. A défaut, le versement de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement peut être interrompu ou limité jusqu'à la réception des éléments requis par le SePAC.

Art. 29. La situation pécuniaire des membres du personnel du Centre visés à l'article 16, alinéa 1^{er}, 2° est réglée comme suit :

1° lorsque le service d'origine consent à poursuivre le paiement du traitement, le membre du personnel du Centre obtient, le cas échéant et à charge du budget du Centre, l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement prévue à l'article 28.

2° lorsque le service d'origine suspend le paiement du traitement, le membre du personnel du Centre obtient, à charge du budget du Centre, l'allocation annuelle tenant lieu de traitement prévue à l'article 27.

Au 1° ci-dessus, si l'employeur réclame le remboursement du traitement, le Centre rembourse à l'organisme d'origine la rétribution du membre du personnel du Centre, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son service d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales.

Art. 30. Les membres du personnel du Centre bénéficient d'une allocation annuelle supplémentaire dont le montant est déterminé comme suit :

- 1° pour le niveau A, un montant brut non indexé de 3.000 euros ;
- 2° pour les niveaux B, C et D, un montant brut non indexé de 2.000 euros.

Art. 31. Les membres du personnel du Centre bénéficient de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année, des chèques repas, et de toute autre allocation ou indemnité aux taux et aux conditions prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur, ou à défaut pour le personnel des autres services du Gouvernement, à l'exception de l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement et de l'allocation annuelle de Cabinet.

Art. 32. Les traitements, les rémunérations, les indemnités et les allocations des membres du personnel du Centre désignés par le Gouvernement wallon sont à charge du budget du Centre.

Art. 33. Les indemnités et les allocations visées aux articles 27, 28, 30 et 31 sont payées mensuellement à terme échu.

Les allocations mensuelles sont égales à un douzième de leur montant annuel.

Lorsque les allocations mensuelles ne sont pas dues entièrement, elles sont payées en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Art. 34. Les indemnités et les allocations visées aux articles 27, 28, 30 et 31 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

CHAPITRE 6. — *Frais divers, contrevaaleur financière et utilisation de voiture*

Art. 35. Les dispositions du Code de la fonction publique relatives aux frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables aux membres du personnel du Centre.

Art. 36. Les membres du personnel du Centre peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun, de leur domicile ou résidence habituelle au lieu d'implantation du Centre.

Par arrêté dérogatoire motivé du Ministre, il peut être attribué une contre-valeur financière qui représente le coût du ou des abonnements de transport en commun du trajet domicile ou résidence habituelle au lieu de travail. Cette contrevaaleur est accordée au prorata des prestations. Pour en bénéficier, les membres du personnel du Centre fournissent une copie du certificat d'immatriculation attestant qu'il s'agit de leur véhicule personnel ou d'une personne faisant partie de leur ménage.

Art. 37. Dans les limites des crédits budgétaires du Centre, le Ministre fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux membres du personnel du Centre qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le Code de la Fonction publique.

Ce contingent ne peut pas dépasser 12.000 kilomètres par an et par bénéficiaire.

Le remboursement intervient uniquement sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives qui attestent les déplacements effectués pour les besoins du service.

Le taux de l'indemnité kilométrique est fixé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, et indexé au mois de juillet de chaque année via une circulaire du pouvoir fédéral adaptant ce montant.

Art. 38. Sauf demande contraire de leur part, il est octroyé un véhicule de fonction au coordinateur général et à chaque coordinateur général adjoint.

Dès réception dudit véhicule, le coordinateur général et chaque coordinateur général adjoint ne peuvent plus bénéficier des dispositions des articles 36 et 37.

Art. 39. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication du personnel du Centre, sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon qui détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des Cabinets ministériels telle que prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur.

CHAPITRE 7. — *Fin de fonction et indemnités de départ des membres du personnel*

Art. 40. Si, par suite des nécessités du service, les membres du personnel du Centre désignés, qui ne bénéficient pas de l'allocation forfaitaire de départ prévue à l'article 41, n'ont pas pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leur fonction, il leur est octroyé une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris.

Les congés à prendre en compte sont ceux de l'année en cours proratisés en fonction du régime et de la période de prestation, ainsi que ceux reportés pour les besoins du service.

Pour l'application du présent article, le traitement à prendre en considération est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement visé à l'article 27, ou le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement visé à l'article 28, pondéré en fonction du régime des prestations, et éventuellement majoré de l'allocation de foyer ou de résidence.

Art. 41. § 1^{er}. Le Ministre accorde une allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel du Centre désignés qui ont occupé une fonction dans le Centre et qui ne bénéficient pas d'un revenu professionnel ou d'un revenu de remplacement ou d'une pension de retraite.

Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme un revenu de remplacement.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Ministre accorde une allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel du Centre désignés qui ont occupé une fonction dans le Centre dont les seuls revenus sont constitués :

1° d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité ;

2° de la rémunération liée à l'exercice exclusif d'une ou de plusieurs fonctions à temps partiel ;

3° d'une pension de survie ou d'un revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale.

L'allocation forfaitaire de départ est diminuée, après pondération, des revenus bruts visés aux 1°, 2° et 3° pour la période correspondante.

§ 3. L'allocation forfaitaire de départ est accordée à concurrence de :

1° un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis ;

2° deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis ;

3° trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis ;

4° quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis ;

5° maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois accomplis.

§ 4. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement visé à l'article 27, ou le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement visé à l'article 28, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercé pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations, et éventuellement majoré de l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 5. L'allocation forfaitaire de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a pas exercé une activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au paragraphe 2.

§ 6. L'ordonnateur primaire ou son délégué fournit, sans délai, au SePAC tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 7. Il n'est pas dû d'allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel du Centre qui démissionnent, qui sont ou partent à la retraite, ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave.

§ 8. L'arrêté de fin de fonction mentionne l'octroi éventuel de l'allocation forfaitaire de départ, dont les conditions d'octroi sont vérifiées par le SePAC.

Titre 4. — *Fonctionnement du Centre*

CHAPITRE 1^{er}. — *Ordonnateurs, comptable et délégations*

Art. 42. Une délégation est accordée au coordinateur général pour engager et approuver toute dépense relative aux indemnités et allocations allouées au personnel du Centre.

Art. 43. Une délégation est accordée au coordinateur général du Centre jusqu'à concurrence d'un montant de 10.000 euros hors T.V.A., pour engager, approuver et liquider toute dépense relative respectivement aux frais d'expertise, frais de procédure et honoraires d'avocats, au fonctionnement du Centre et à l'achat de biens divers de la division organique 19 du budget général des dépenses de la Région.

Art. 44. § 1^{er}. Le SePAC est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel du Centre et de l'administration salariale des traitements, des indemnités et des allocations alloués au personnel du Centre.

§ 2. Une délégation est accordée au directeur du SePAC pour liquider toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou ses délégués, visés aux articles 42 et 43, relative aux traitements, aux indemnités et aux allocations alloués au personnel du Centre.

Art. 45. Les dispositions des articles 42 à 44 n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes les dépenses visées par le présent arrêté.

CHAPITRE 2. — *Équipement et moyens de fonctionnement*

Art. 46. Le Gouvernement prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition du Centre de locaux, de mobiliers et d'équipements informatiques et bureautiques nécessaires à son fonctionnement. Les équipements peuvent être acquis ou loués.

Art. 47. Dans le respect des dispositions qui régissent les marchés publics, le coordinateur général du Centre propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer de la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission.

Il prépare, le cas échéant, les propositions d'achat qui sont nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 46.

Titre 5. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 48. § 1^{er}. Les membres du personnel de la Cellule d'informations financières instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, et les membres du personnel de la Cellule fiscale d'expertise et de support stratégique instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, sont affectés d'office au Centre. Ils sont informés sans délai par le Ministre par pli recommandé à la poste de cette affectation, ainsi que du grade visé à l'article 21 qui leur est attribué au sein du Centre par le Gouvernement.

§ 2. Les membres du personnel de la Cellule de Gestion de la Dette et de la Cellule d'Appui au Monitoring du SPW Finances, sont détachés d'office au Centre sur base volontaire. Ils sont informés sans délai par le Ministre par pli recommandé à la poste de la faculté d'option qui leur est ouverte, ainsi que du grade visé à l'article 21 qui leur est proposé au sein du Centre par le Gouvernement, et disposent d'un délai d'un mois pour informer le Ministre de leur choix.

En cas d'option en défaveur d'une affectation au sein du Centre, ou à défaut de réponse dans le délai mentionné à l'alinéa 1^{er}, ils n'intègrent d'office pas le Centre.

§ 3. Les membres du personnel visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont intégrés au Centre en application du titre 3, chapitres 3 et 5.

§ 4. Pour l'application du titre 3 et par dérogation au paragraphe 3, les membres du personnel visés au paragraphe 1^{er}, pour leur emploi au sein de l'entité visée au paragraphe 1^{er} :

1° qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une allocation annuelle tenant lieu de traitement, liée à une échelle de traitements supérieure à celle octroyée en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2, conservent le bénéfice de cette échelle de traitements supérieure ;

2° qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une allocation annuelle tenant lieu de traitement, non liée à une échelle de traitements, d'un montant supérieur à celui de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement qui leur est octroyée en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2, conservent le bénéfice de ce montant au titre d'allocation annuelle tenant lieu de traitement jusqu'à ce qu'ils obtiennent un montant au moins égal au titre d'allocation annuelle tenant lieu de traitement en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2 ;

3° qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation annuelle de Cabinet d'un montant supérieur à celui de l'allocation annuelle supplémentaire octroyée en application de l'article 28, conservent le bénéfice de ce montant au titre d'allocation annuelle supplémentaire par dérogation au montant mentionné à l'article 28.

Les membres du personnel peuvent bénéficier d'une combinaison des 1° à 3°.

§ 5. Pour l'application du Titre 3 et par dérogation au paragraphe 3, les membres du personnel visés au paragraphe 2 qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une échelle de traitements supérieure à celle octroyée en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2, conservent le bénéfice de cette échelle de traitements supérieure.

Art. 49. Le Centre s'assure de la compatibilité entre les références effectuées au présent arrêté et tout nouvel arrêté relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement.

Dans le cas d'une incompatibilité, d'une incohérence ou de toute difficulté d'application du présent arrêté qui résulte de l'entrée en vigueur d'un nouvel arrêté relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, le Centre adresse au Gouvernement les propositions de modification du présent arrêté qui lui paraissent s'imposer afin d'y remédier.

Art. 50. Pour l'application de toute législation ou réglementation faisant spécifiquement référence à la Cellule d'informations financières instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, la Cellule fiscale d'expertise et de support stratégique instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, la Cellule de Gestion de la Dette du SPW Finances ou la Cellule d'Appui au Monitoring du SPW Finances, il convient d'assimiler le Centre à la cellule y mentionnée tant que cette législation ou réglementation en vigueur n'est pas adaptée suite à la création du Centre.

Art. 51. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 est abrogé.

Art. 52. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne est abrogé.

Art. 53. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024, à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 54. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/46471]

20. JULI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts ("Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire"), abgekürzt CeSEFFB, und zur Aufhebung verschiedener diesbezüglicher Bestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2022 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC) in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Berichts vom 7. April 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 6. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. Mai 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 12. Juni 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf ein Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

In der Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Januar 2022 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter den Ministern und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Titel 1 - Gründung, Zweck und Aufgaben des Zentrums

Kapitel 1— *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "das Zentrum": das in Artikel 2 genannte strategische Zentrum für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts ("Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire");

2° "der Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen und der Haushalt gehören;

3° "die Region": die Wallonische Region;

4° "das IVG": das in Artikel 107 des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen genannte Institut für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen;

5° "der ÖDW": der Öffentliche Dienst der Wallonie;

6° "der Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

7° "das SePAC": das in Artikel 4 Paragraph 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC) genannte Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette;

8° "die Verordnung Nr. 549/2013": die Verordnung Nr. 549/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2013 zum Europäischen System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Union;

9° "das ESVG": das Europäische System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Union im Sinne der Verordnung Nr. 549/2013;0}

10° "die ÖVE": die öffentliche Verwaltungseinheit, die Teil des Konsolidierungskreises der Wallonischen Region ist, d.h. der Untersektor 1312 "Länder" des Sektors 13 "Staat" im Sinne der Verordnung Nr. 549/2013;

11° "die SPOC": die zentrale Anlaufstelle der Region gegenüber dem IVG im Zusammenhang mit der Übermittlung von Informationen und Statistiken, die für die Erstellung der Konten des Staates im Sinne des ESVG sowie im Rahmen des Verfahrens bei einem übermäßigen Defizit angefragt werden; 0}

12° "der Ausschuss für die Überwachung des Haushalts": die von der Regierung beauftragte Einrichtung, die die Arbeiten zur Erstellung der Haushalte der Region sowie deren Ausführung im Hinblick auf die von der Regierung festgelegten Haushaltsziele überwacht;

13° "die Ausgabenüberprüfung": Hilfsmittel zur Entwicklung, Bewertung, Empfehlung und Annahme von politischen Optionen durch Analyse der bestehenden Ausgaben der Regierung in definierten Bereichen, mit dem Ziel:

- a) der Regierung zu ermöglichen, die Gesamtausgabenhöhe zu verwalten;
- b) die Ausgaben mit den Prioritäten der Regierung in Einklang zu bringen;
- c) die Wirksamkeit von Programmen und politischen Strategien zu verbessern;

14° "Ursprungseinheiten": die Einheiten, die unter den regionalen Konsolidierungskreis fallen, wie in Artikel 2 Ziffer 25 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten definiert;

15° "der CFFW": der durch das Dekret vom 22. Juli 2010 zur Errichtung eines Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie eingerichtete Rat für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie;

16° "die zulässigen Dienste": die in Artikel 238 ff. des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes genannten effektiven Dienste;

17° "die Gehaltstabelle": die in Anhang XIII des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes enthaltene Gehaltstabelle auf jährlicher Basis;

18° "die Regierung": die Wallonische Regierung.

Kapitel 2 — Gründung des Zentrums

Art. 2 - Unter der Bezeichnung "strategisches Zentrum für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts" ("Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire") wird eine ihr direkt unterstellte Regierungsstelle eingerichtet, die im Folgenden als Zentrum bezeichnet wird und deren Abkürzung "CeSEFFB" lautet.

Der geltende Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung gilt für das Zentrum, vorbehaltlich abweichender Bestimmungen im vorliegenden Erlass. Das Zentrum wird einem ministeriellen Kabinett gleichgestellt, auch im Hinblick auf den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes. Es ist keine Behörde und dennoch ein öffentlicher Dienst.

Folgendes gilt für das Personal des Zentrums, gegebenenfalls unbeschadet seiner Verwaltungslage bei seinem abordnenden Arbeitgeber:

1° es kann im Laufe der Ausübung seiner Tätigkeiten nicht den Status eines endgültig ernannten Beamten erlangen;0}

2° es unterliegt nicht dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über den Arbeitsvertrag;

3° es unterliegt einem administrativen Stand sui generis.

Der Minister übt die Aufsicht über das Zentrum aus und ist dessen erster Anweisungsbefugter.

Art. 3 - Um den ordnungsgemäßen Betrieb des Zentrums zu gewährleisten, wird es vom SePAC unverzüglich über den geltenden Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung und seine späteren Änderungen informiert.

Kapitel 3 — Zweck und Aufgaben des Zentrums

Art. 4 - Das Zentrum ist der Ansprechpartner und der regionale Partner. Diese Rolle wird ihm zugewiesen, um der Regierung, dem ÖDW und den öVE in den in Artikel 5 genannten Bereichen von allgemeinem Interesse Unterstützungs-, Hilfs- und Begleitdienste zu gewähren.

Das Zentrum ist der Ansprechpartner und der regionale Partner. Diese Rolle wird ihm zugewiesen, um dem Ausschuss für die Überwachung des Haushalts und dem CFFW bei der Ausübung seiner Aufgaben Unterstützungs-, Hilfs- und Begleitdienste zu gewähren.

Das Zentrum ist der bestimmte Ansprechpartner und der regionale Partner für belgische, europäische und internationale Finanz- und Steuerinstanzen. Zu diesem Zweck erfüllt das Zentrum folgende Aufgaben:

1° auf die Erfüllung der gesetzlich festgelegten finanziellen und steuerrechtlichen Verpflichtungen der Region und der wallonischen Einrichtungen, die es beantragen, achten;

2° an der Verteidigung und der Wahrung der Interessen der Region in Finanz- und Steuerfragen mitarbeiten;

3° die Kontakte der Region und der wallonischen Einrichtungen, die es beantragen, mit den föderalen und lokalen Steuerbehörden, die Steuern und Abgaben zu Lasten der Region oder dieser Einrichtungen führen, koordinieren;

4° die der SPOC der Region, insbesondere gegenüber dem IVG.

Art. 5 - § 1. Das Zentrum gewährleistet unter der Aufsicht des Ministers die globale Finanzierung der regionalen öffentlichen Schuld gemäß den vom Minister vorgegebenen allgemeinen Richtlinien.

In diesem Rahmen ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

1° dem Minister die Finanzierungsstrategie vorschlagen und die Finanzoperationen im Zusammenhang mit der Ausgabe aller Arten von Anleihen nach den entsprechenden Ausgabeverfahren durchführen;

2° auf dem Markt für Derivate intervenieren;

3° alle Finanztransaktionen im Zusammenhang mit der Schuldenverwaltung aufzeichnen, um die tägliche Liquiditätsposition zu bestimmen, Kredit- und Marktrisiken zu berechnen und Statistiken und Berichte zu erstellen;

4° dem Minister eine Strategie für das Schuldenmanagement vorschlagen, die insbesondere die Struktur des Schuldenportfolios und die Bewertung der Markt- und Kreditrisiken berücksichtigt;

5° Kontakte mit den Marktteilnehmern und den nationalen und internationalen Organisationen in Bezug auf das Schuldenmanagement pflegen;

6° den öffentlichen Schuldenhaushalt aufstellen und das Schuldenmanagement an den Haushalt anpassen;

7° die Finanzierung der Schulden des Föderalstaats sowohl in Belgien als auch im Ausland fördern;

8° neue Finanzprodukte entwickeln;

9° dem Minister alle Vorschläge formulieren, die die Verwaltung der Schulden fördern;

10° Berichte erstellen und Informationen auf Anfrage des Ministers oder belgischer, europäischer oder internationaler Institutionen bereitstellen;

11° allgemeine Informationen über die Verschuldung der Region verbreiten;

12° die ÖVE bei ihrer Finanzierungspolitik beraten und begleiten.

§ 2. Das Zentrum gewährleistet unter der Aufsicht des Ministers die Operationalisierung der langfristigen Anlagen im Namen der Region und beteiligt sich an der Entwicklung der Strategie in diesem Bereich.

In diesem Rahmen ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

1° die Anlagen mit einer Laufzeit von mehr als einem Monat in klassischen oder strukturierten Produkten, in Euro oder einer anderen Währung im Namen der Region analysieren und realisieren;

2° die Produkte zur Absicherung der Anlagen verhandeln, modellieren und abschließen;

3° Verträge aushandeln und überwachen;

4° ein Monitoring der Anlagen und eine Risikoanalyse des Portfolios einrichten.

§ 3. Das Zentrum unterstützt die Regierung, den ÖDW und die ÖVE im Rahmen der Analyse, Steuerung und Überwachung des Haushalts, des Rechnungswesens und der Finanzen sowie der Investitionspolitik.

In diesem Rahmen ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

1° an der Vorbereitung und Ausarbeitung der regionalen Haushaltspläne sowie an deren Ausführung mitwirken;

2° die Haushaltspläne und Konten der ÖVE analysieren sowie die Ausführung ihres Haushalts zu überwachen, einschließlich ihrer Auswirkungen auf den Finanzierungsbedarf und die Verschuldung der Region;

3° Mehrjahresprojektionen erstellen und überwachen;

4° Stellungnahmen zu den von der Regierung, dem ÖDW und den ÖVE initiierten Politiken auf deren Anfrage abgeben, insbesondere zu deren Auswirkungen auf den Finanzierungsbedarf und die Verschuldung der Region;

5° Verfahren und dedizierte Instrumente entwerfen;

6° die Investitionspolitik und ihre Mittel entwickeln und ihre Überwachung gewährleisten;

7° die alternativen Finanzierungen verfolgen;

8° die Regierung, den ÖDW, die ÖVE und die lokalen Behörden auf Anfrage bei der Konzeption, Ausarbeitung, Umsetzung und Überwachung von Investitionsprojekten oder -programmen begleiten;

9° die Überwachung und Beratung im Bereich der öffentlichen und privaten Buchführung gewährleisten;

10° vorausschauende Finanz-, Haushalts- und Steueranalysen entwickeln.

§ 4. Das Zentrum unterstützt die Regierung beim Prozess der Ausgabenüberprüfungen, einschließlich Steuersenkungen, -reduzierungen und -gutschriften im Zusammenhang mit den steuerrechtlichen Befugnissen der Region.

In diesem Rahmen ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

1° die Methodik entwickeln und das Gesamtmanagement gewährleisten;

2° Verfahren und dedizierte Instrumente entwerfen;

3° die Umsetzung der Ausgabenüberprüfungen koordinieren, einschließlich des Sekretariats der Arbeitsgruppen und des Lenkungsausschusses;

4° die Weiterverfolgung der von der Regierung nach jeder Ausgabenüberprüfung getroffenen Entscheidungen kontrollieren.

§ 5. Das Zentrum unterstützt die Regierung bei der Ausarbeitung und Durchführung ihrer Steuerpolitik, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit dem ÖDW.

In diesem Rahmen ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

1° die regionale Steuergesetzgebung und -regelung verfassen;

2° die in Belgien oder im Ausland geplanten bzw. bereits bestehenden Regelwerke, die die Ausübung der steuerrechtlichen Befugnisse der Region beeinflussen könnten, verfolgen;

3° die Anwendung des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen überwachen;

4° den steuerlichen Status der Region und der wallonischen Institutionen analysieren;

5° die Steuereinnahmen und -ausgaben der Region analysieren.

§ 6. Das Zentrum übernimmt gegenüber der IVG die Rolle des SPOC der Region.

In diesem Rahmen ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

1° die vom IVG erbetenen Informationen und Statistiken bei den Quelleinheiten sammeln;

2° die Region innerhalb der Arbeitsgruppen vertreten, die in Anwendung des zwischen dem IVG und den belgischen öffentlichen Behörden geschlossenen Protokolls mit der Erstellung der erforderlichen Tabellen, Rechenblätter und Verzeichnisse beauftragt sind;

3° innerhalb der erforderlichen Fristen die vom IVG bei den öffentlichen Instanzen gestellten Anträge auf ergänzende Auskünfte weiterleiten und die Antworten darauf dem IVG mitteilen;

4° das IVG über jede Änderung unterrichten, die sich auf die Datenübermittlung und auf die Erstellung der ESGV- und der VÜD-Statistiken auswirken könnte;

5° die Region bei den durch das Zusammenarbeitsprotokoll vorgesehenen Versammlungen zur gegenseitigen Unterrichtung vertreten;

6° die vorab von den öffentlichen Instanzen und Quelleinheiten gestellten Anträge auf Gutachten betreffend die Auswirkungen von Projekten oder Geschäften auf den Finanzierungssaldo und die Schuldenlast der Region zentralisieren und dem IVG übermitteln, und

7° alle vom IVG erwarteten statistischen Daten, die Häufigkeit ihrer Übertragung und das jeweils erforderliche Format auflisten.

§ 7. Das Zentrum erhält, sammelt, speichert und übermittelt die für die Wahrnehmung seiner Aufgaben erforderlichen Daten und Informationen unter Einhaltung der einschlägigen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen.

§ 8. Das Zentrum verfügt über alle zur Ausübung ihrer Aufgaben notwendigen Auskünfte aus den Quelleinheiten.

Art. 6 - Das Zentrum ist seit seiner Gründung auch mit spezifischen Aufgaben betraut, die sich aus seiner Form als Regierungsstelle ergeben, nämlich:

1° die Analyse seiner Situation innerhalb der wallonischen institutionellen Landschaft, auf belgischer und internationaler Ebene;

2° die Analyse der ihm übertragenen Aufgaben und die Entwicklung von Möglichkeiten zur Anpassung dieser Aufgaben;

3° die Analyse der effizientesten internen Organisation zur Erreichung seiner Ziele;

4° die Vorlage der Ergebnisse dieser verschiedenen Analysen bei der Regierung innerhalb einer Frist von höchstens drei Jahren nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses;

5° der Vorschlag an die Regierung des gesamten rechtlichen Rahmens, der für seine Entwicklung zu einer dauerhaften Struktur notwendig ist, innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr ab dem Zeitpunkt der Erfüllung der in Ziffer 4 vorgesehenen Aufgabe.

Unter einer "dauerhaften Struktur" ist eine Organisationsstruktur mit dauerhafter Ausrichtung zu verstehen im Gegensatz zur zeitlich begrenzten Ausrichtung ihrer Struktur als Regierungsstelle.

Titel 2 — *Zusammensetzung und Organisation des Zentrums*Kapitel 1 — *Zusammensetzung*

Art. 7 - Das Personal des Zentrums setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

- 1° ein allgemeiner Koordinator der Stufe A;
- 2° fünf stellvertretende allgemeine Koordinatoren der Stufe A;
- 3° einundvierzig Vollzeitäquivalente der Stufe A und
- 4° acht Vollzeitäquivalente der Stufe B, C oder D.

Art. 8 - Die Personalmitglieder des Zentrums werden von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers benannt.

Kapitel 2 — *Organisation*

Art. 9 - § 1. Der allgemeine Koordinator ist für die gesamte Koordination des Zentrums verantwortlich, einschließlich der administrativen Verwaltung.

Ein stellvertretender allgemeiner Koordinator ist für die Organisation, Durchführung und Überwachung der bereichsübergreifenden Aufgabe gemäß Artikel 4 Absatz 3 verantwortlich.

Die anderen stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren sind für die Organisation, Durchführung und Überwachung der anderen in Titel 1 Kapitel 3 festgelegten Aufgaben des Zentrums verantwortlich.

Die übrigen Bediensteten der Stufe A sind für die Durchführung der in Titel 1 Kapitel 3 festgelegten Aufgaben des Zentrums zuständig und unterstehen dem allgemeinen Koordinator und den stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren.

Die Personalmitglieder der Stufen B, C oder D sind für die verwaltungstechnische Betreuung des Zentrums zuständig.

§ 2. Der allgemeine Koordinator und die stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren üben ihre Funktion im Zentrum auf Vollzeitbasis aus.

§ 3. Es ist dem allgemeinen Koordinator und den stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren des Zentrums untersagt, eine Leistung in einer anderen Regierungsstelle, einschließlich der ministeriellen Kabinette, zu erbringen.

Art. 10 - Der allgemeine Koordinator und die stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren legen die Verteilung der Aufträge und Aufgaben untereinander sowie die Verteilung der mit diesen Aufträgen und Aufgaben betrauten Personalmitglieder fest.

Art. 11 - Es wird ein Begleitausschuss für das Zentrum eingerichtet, der halbjährlich zusammentritt.

Dieser setzt sich zusammen aus:

- 1° einem Vertreter des Ministerpräsidenten der Regierung;
- 2° einem Vertreter jedes Vizepräsidenten der Regierung;
- 3° einem Vertreter des Ministers;
- 4° dem Generaldirektor des ÖDW Finanzen oder seinem Stellvertreter;
- 5° dem Generaldirektor des ÖDW Inneres und Soziale Maßnahmen, oder seinem Stellvertreter;
- 6° einem Mitglied der Finanzinspektion.

Art. 12 - Das Zentrum übermittelt dem Minister bis zum 31. März eines jeden Jahres einen jährlichen Tätigkeitsbericht.

Der Minister leitet diesen Bericht unverzüglich an die Regierung weiter.

Titel 3 — *Verwaltungs- und Besoldungsstand des Personals des Zentrums*Kapitel 1— *Allgemeine Grundsätze*

Art. 13 - § 1. Die Bediensteten des Zentrums erfüllen ihre Aufgaben unter der Aufsicht ihrer Vorgesetzten mit Loyalität, Gewissenhaftigkeit und Integrität.

Sie sind verpflichtet, die geltenden Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen sowie die Verfahren und Anweisungen der Behörde, der sie unterstellt sind, einzuhalten.

Sie respektieren die ihnen zur Verfügung gestellten Arbeitsmittel und nutzen sie zu beruflichen Zwecken und gemäß den von der Behörde, der sie unterstellt sind, festgelegten Regeln.

Bei ihrer täglichen Arbeit berücksichtigen die Personalmitglieder des Zentrums die in Anhang I des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Berufspflichten, soweit diese auf das Zentrum anwendbar sind.

§ 2. Die Personalmitglieder des Zentrums behandeln die Nutzer ihres Dienstes mit Verständnis und ohne jede Diskriminierung.

Sie gewährleisten die Gleichbehandlung der Nutzer ohne Unterschied hinsichtlich der Staatsangehörigkeit, des Geschlechts, der sozialen oder ethnischen Herkunft, der Religion oder der Weltanschauung, einer Behinderung, des Alters oder der sexuellen Ausrichtung.

§ 3. Die Personalmitglieder des Zentrums vermeiden außerhalb der Ausübung ihres Dienstes jedes Verhalten, das das Vertrauen der Öffentlichkeit in ihren Dienst erschüttern könnte.

§ 4. Die Personalmitglieder des Zentrums dürfen weder unmittelbar noch über eine Mittelsperson, selbst wenn dies außerhalb ihrer Tätigkeit, aber aufgrund dieser Tätigkeit geschieht, Geschenke, Belohnungen oder Vorteile irgendwelcher Art erbitten, fordern oder entgegennehmen.

§ 5. Die Personalmitglieder des Zentrums bearbeiten ihre Akten und formulieren Stellungnahmen, die für ihre Vorgesetzten und die Regierung bestimmt sind, unabhängig von äußeren Einflüssen und Aufgabenkonflikten und gehorchen weder direkt noch indirekt einem persönlichen Interesse.

Die Personalmitglieder des Zentrums enthalten sich der Mitwirkung an der Entscheidungsfindung in Akten, in denen sie direkt oder indirekt persönliche Interessen haben oder in denen ein Aufgabenkonflikt besteht.

Wenn sie ein lokales durch die Wahl vergebenes oder ausführendes Mandat ausüben, enthalten sich die Mitarbeiter des Zentrums der Behandlung von Akten, die von lokalem Interesse sind.

§ 6. Die Personalmitglieder des Zentrums halten sich in den Bereichen, mit denen sie beruflich befasst sind, ständig über die Entwicklung der Technik, der Vorschriften und der Forschung informiert.

Art. 14 - Während und nach der Erfüllung ihrer Aufgaben im Zentrum handeln die Personalmitglieder des Zentrums zurückhaltend und sind an die strikte Einhaltung des Berufsgeheimnisses gebunden, das zeitlich unbegrenzt gilt.

Die Tätigkeiten des Zentrums und die damit verbundenen direkten oder indirekten Informationen sind streng vertraulich, und die Personalmitglieder des Personals verpflichten sich, keine Informationen über diese Tätigkeiten weiterzugeben.

Art. 15 - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 14 genießen die Personalmitglieder des Zentrums das Recht auf freie Meinungsäußerung in Bezug auf Tatsachen, von denen sie in Ausübung ihres Amtes Kenntnis erlangen.

§ 2. Es ist ihnen lediglich untersagt, Tatsachen zu offenbaren, die die nationale Sicherheit, den Schutz der öffentlichen Ordnung, die finanziellen Interessen der Behörde, die Verhütung und Bestrafung von Straftaten, die ärztliche Schweigepflicht sowie die Rechte und Freiheiten der Bürger, insbesondere das Recht auf Achtung des Privatlebens, betreffen; Dieses Verbot gilt auch für Tatsachen, die sich auf die Vorbereitung aller Entscheidungen beziehen, solange noch keine endgültige Entscheidung getroffen wurde, sowie für Tatsachen, deren Bekanntgabe der Wettbewerbsposition der Einrichtung, in der der Mitarbeiter des Zentrums beschäftigt ist, schaden kann.

Die Bestimmungen von Absatz 1 gelten auch für Personalmitglieder des Zentrums, die aus dem Dienst ausgeschieden sind.

§ 3. Die Personalmitglieder des Zentrums haben das Recht auf Information über alle Aspekte, die für die Ausübung ihrer Aufgaben relevant sind.

§ 4. Die Personalmitglieder des Zentrums haben das Recht, ihre Personalakte einzusehen und eine kostenlose Kopie davon zu erhalten.

§ 5. Die Personalmitglieder des Zentrums haben Anspruch auf eine für ihre Arbeit nützliche Ausbildung.

§ 6. Die Personalmitglieder des Zentrums haben das Recht, sowohl von Vorgesetzten als auch von ihnen untergeordneten Personen mit Würde behandelt zu werden.

Art. 16 - Das Personal des Zentrums setzt sich zusammen aus:

1° Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung gemäß Artikel 3, § 1, 4° des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, die zur Ausübung einer Funktion in einem ministeriellen Kabinett in Anwendung der Artikel 485 bis 490 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes beurlaubt wurden;

2° abgeordneten Personalmitgliedern:

a) aus einem Dienst, einer Verwaltung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses, die von den anderen förderierten Teilgebieten, dem Föderalstaat oder den lokalen Behörden abhängen;

b) aus einem autonomen öffentlichen Unternehmen;

c) aus einer organisierten oder subventionierten Lehranstalt;

3° Mitgliedern, die direkt von der Regierung benannt werden und nicht unter eine der in Ziffer 1 und 2 genannten Situationen fallen.

Die Rechtsposition der Personalmitglieder des Zentrums sui generis und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist darauf nicht anwendbar. I^{te} Benennung oder Abordnung ist ausschließlich das Ergebnis einseitiger Verwaltungsakte mit individueller Tragweite, die vom Minister auf Beschluss der Regierung ausgehen. Wenn sie bei ihrem abordnenden Arbeitgeber nicht als endgültig ernannte Bedienstete gelten, unterliegen sie dennoch dem Sozialversicherungsstatus der Personalmitglieder mit Arbeitsvertrag des Staates. Abgeordnetes statutarische Personalmitglieder unterliegen weiterhin der Sozialversicherung ihres abordnenden Arbeitgebers.

Art. 17 - Die Bestimmungen des geltenden Erlasses der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung in Sachen Urlaub und Abwesenheiten finden auf die Personalmitglieder des Zentrums Anwendung.

Kapitel 2 — Gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten und Urlaub wegen eines Sonderauftrags

Art. 18 - § 1. Die Personalmitglieder des Zentrums dürfen nicht gleichzeitig mehrere berufliche Tätigkeiten ausüben.

Als berufliche Tätigkeit gilt jede Beschäftigung, deren Ertrag ein in Artikel 1992 des Einkommensteuergesetzbuches erwähntes berufliches Einkommen ist.

In Abweichung von dem Absatz 2 wird ein öffentliches Mandat politischer Art nicht als berufliche Tätigkeit betrachtet.

§ 2. In Abweichung vom Paragraph 1 werden gleichzeitige berufliche Tätigkeiten, die mit der Ausübung der Funktion verbunden sind, von Rechts wegen ausgeübt.

Als mit der Funktion verbunden gilt jeder Auftrag,

1° der aufgrund einer gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmung mit der von dem Personalmitglied ausgeübten Tätigkeit verbunden ist;

2° zu dem das Personalmitglied von Amts wegen von der hierarchischen Behörde, der es untersteht, oder von der Regierung benannt wird.

§ 3. Abweichend von Paragraph 1 genehmigt der allgemeine Koordinator auf vorherigen schriftlichen Antrag des Personalmitglieds des Zentrums und nach Stellungnahme des stellvertretenden allgemeinen Koordinators, dem das Personalmitglied des Zentrums untersteht, unter folgenden Bedingungen eine gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens fünf Jahren:

1° die gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten steht der Erfüllung der mit der Funktion verbundenen Pflichten nicht im Wege;

2° die gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten steht der Würde der Funktion nicht entgegen;

3° die gleichzeitige Ausübung führt nicht zu einer Beeinträchtigung der Unabhängigkeit des Personalmitglieds des Zentrums oder zu einer Verwechslung mit seiner Eigenschaft als Personalmitglied des Zentrums.

Spätestens sechzig Tage nach Einreichung des schriftlichen Antrags beim allgemeinen Koordinator legt der stellvertretende allgemeine Koordinator, dem das Personalmitglied des Zentrums untersteht, oder in Ermangelung eines solchen der allgemeine Koordinator eine begründete Stellungnahme zu dem Personalmitglied vor. Nach Ablauf dieser Frist gilt diese Stellungnahme als günstig.

Der allgemeine Koordinator entscheidet über den Antrag des Personalmitglieds des Zentrums innerhalb von 60 Tagen nach Eingang der in Absatz 2 vorgesehenen mit Gründen versehenen Stellungnahme. Nach Ablauf dieser Frist wird dem in Absatz 1 genannten schriftlichen Antrag von Amts wegen stattgegeben.

Wenn die Akte die notwendigen Auskünfte nicht enthält, bittet die dies feststellende Behörde um diese Auskünfte innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum des Empfangs der Akte.

Die Genehmigung kann widerrufen werden, wenn eine den in Absatz 1 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt ist.

Die Entscheidungen in Sachen Genehmigung, Verweigerung und Widerrufung werden begründet.

Bei einer Änderung seiner Verwaltungslage oder einer Änderung der Ausübungsbedingungen oder der Art der gleichzeitig ausgeübten Tätigkeit muss das Personalmitglied des Zentrums unverzüglich einen neuen Antrag einreichen.

Ist das betreffende Personalmitglied des Zentrums der allgemeine Koordinator, so wird die gleichzeitige Ausübung von Tätigkeiten direkt vom Minister genehmigt.

Die gleichzeitige Ausübung von Tätigkeiten darf in keinem Fall, einschließlich aller bezahlten beruflichen Tätigkeiten, zu einer bezahlten Dienstzeit von mehr als einhundertfünfundzwanzig Prozent der Dienstzeit im Zentrum führen.

Art. 19 - Auf seinen vorherigen schriftlichen Antrag an den Minister und mit Genehmigung der Regierung kann das Personalmitglied des Zentrums einer anderen Stelle der Regierung, einschließlich der ministeriellen Kabinette, zur Verfügung gestellt werden.

Die Zurverfügungstellung an eine andere Regierungsstelle erfolgt auf Vollzeitbasis.

Sobald diese Zurverfügungstellung die Erfüllung der ihm im Zentrum übertragenen Aufgaben verhindert, erhält das Personalmitglied des Zentrums im Zentrum den Urlaub, der für die Durchführung einer solchen Abordnung erforderlich ist.

Der Urlaub wegen Zurverfügungstellung wird einer dienstlichen Tätigkeit beim Zentrum gleichgestellt und für die Zeit der Zurverfügungstellung:

1° werden folgende Leistungen aufrechterhalten:

- a) die Zahlung der jährlichen Zulage anstelle eines Gehalts gemäß Artikel 27 oder
 - b) die Zahlung der zusätzlichen jährlichen Zulage anstelle eines Gehalts nach Artikel 28;
- 2° wird die Zahlung der zusätzlichen jährlichen Zulage gemäß Artikel 30 unterbrochen.

In Anwendung der vorstehenden Absätze gilt das in Artikel 16 Absatz 1 Ziffer 1 genannte Personalmitglied des Zentrums für die Dauer der Abordnung weiterhin als Vollzeitbeschäftigter des Zentrums in seiner Eigenschaft als Mitglied der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung, das zur Ausübung einer Funktion in einem ministeriellen Kabinett in Anwendung der Artikel 485 bis 490 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes beurlaubt ist.

Bei einer Abänderung seiner Verwaltungslage oder einer Abänderung der Ausübungsbedingungen oder der Art der Zurverfügungstellung muss das Personalmitglied des Zentrums unverzüglich einen neuen Antrag einreichen.

Art. 20 - Bei Ausübung reduzierter Leistungen innerhalb des Zentrums ist es, außer bei Anwendung des Artikels 19, dem Personalmitglied des Zentrums untersagt, eine bezahlte Leistung in einer anderen Regierungsstelle, einschließlich der ministeriellen Kabinette, zu erbringen.

Kapitel 3 — *Dienststufen und -grade*

Art. 21 - Der Dienstgrad ist der Titel, der den Bediensteten des Zentrums in die Hierarchie einordnet und ihn berechtigt, eine der Stellen im Zentrum zu besetzen, die diesem Dienstgrad entsprechen.

Die Dienstgrade werden nach Maßgabe der Artikel 4 und 5 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unter Berücksichtigung der in Artikel 22 genannten Titel in Stufen und Ränge eingeteilt.

Art. 22 - Innerhalb des Zentrums werden die Dienstgrade wie folgt auf die Ränge verteilt:

- 1° im Rang A2: der Dienstgrad des allgemeinen Koordinators;
- 2° im Rang A3: der Dienstgrad des stellvertretenden allgemeinen Koordinators;
- 3° im Rang A3: der Dienstgrad des Beraters-Sachverständigen;
- 4° im Rang A5: der Dienstgrad eines ersten Attachés-Sachverständigen;
- 5° im Rang A6: der Dienstgrad eines Attachés-Sachverständigen;
- 6° im Rang B1: der Dienstgrad eines ersten Graduierten des Verwaltungspersonals;
- 7° im Rang B2: der Dienstgrad eines Graduierten des Verwaltungspersonals;
- 8° im Rang C1: der Dienstgrad eines ersten Assistenten des Verwaltungspersonals;
- 9° im Rang C2: der Dienstgrad eines Assistenten des Verwaltungspersonals;
- 10° im Rang D1: der Dienstgrad eines ersten Beigeordneten des Verwaltungspersonals;
- 11° im Rang D2: der Dienstgrad eines Beigeordneten des Verwaltungspersonals.

Kapitel 4 — Auswahl und Benennung

Art. 23 - Niemand kann Personalmitglied des Zentrums sein, wenn er nicht die folgenden allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllt:

- 1° ein den Anforderungen des Amtes entsprechendes Verhalten an den Tag legen;
- 2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- 3° ein Diplom, ein Studienzeugnis oder einen anderen gleichwertigen Abschluss besitzen, der mit der Stufe des zu verleihenden Dienstgrads gemäß Anhang III des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Zusammenhang steht;
- 4° die Zugangsvoraussetzungen für die Stelle erfüllen, die vom allgemeinen Koordinator bei der Ausschreibung der zu besetzenden Stelle festgelegt werden;
- 5° erfolgreicher Teilnehmer an einem vom Zentrum organisierten Auswahlverfahren sein.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 4 bestimmt der Minister die Zugangsbedingungen, die für die Auswahl des allgemeinen Koordinators und der stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren erfüllt werden müssen.

Die Regierung kann durch einen begründeten Beschluss eine Ausnahme von der in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Bedingung eines Diploms, eines Studienzeugnisses oder eines anderen gleichwertigen Abschlusses für Bewerber mit einem Diplom, einem Studienzeugnis oder einem anderen Abschluss eines niedrigeren Niveaus gewähren, wenn eine besondere Fachkenntnis gesucht wird. In dem Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen wird auf die Ausnahmeregelung hingewiesen und die Entscheidung der Regierung über diese Ausnahmeregelung getreu wiedergegeben.

Art. 24 - Für jede im Zentrum zu vergebende Stelle wird eine Funktionsbeschreibung erstellt, die mindestens folgende Angaben enthält:

- 1° die Stufe, den Grad, den Rang und die Gehaltstabelle;
- 2° die Zugangsvoraussetzungen, einschließlich der gegebenenfalls erforderlichen Berufserfahrung;
- 3° den Zweck und die Haupttätigkeiten der Funktion;
- 4° die für die Ausübung der Funktion erforderlichen Kompetenzen.

Der Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen und die Funktionsbeschreibung werden vom Zentrum entsprechend den spezifischen Anforderungen der zu vergebenden Stelle in angemessener Weise bekannt gemacht.

Unter "Bekanntgabe in angemessener Weise" versteht man eine Werbung über mehrere Kanäle, die auf digitalem Wege und in den Printmedien erfolgt. Diese wird mindestens auf der Website des ÖDW und auf einer auf die Anwerbung von Personal spezialisierten Website sowie in einer Tageszeitung organisiert. Gegebenenfalls werden auch spezialisierte Jobbörsen, spezialisierte Printmedien oder andere Kommunikationskanäle wie soziale Netzwerke genutzt.

Art. 25 - § 1. Das Auswahlverfahren für die Stufe A wird von einem Prüfungsausschuss unter dem Vorsitz des allgemeinen Koordinators des Zentrums organisiert und durchgeführt, die sich zusätzlich zusammensetzt aus:

- 1° einem Mitglied der Finanzinspektion;
- 2° zwei externen Sachverständigen des Zentrums, die nicht zu den Personalmitgliedern der ministeriellen Kabinette, der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, gehören;
- 3° einem weiteren Sachverständigen.

Die im vorstehenden Absatz genannten Sachverständigen müssen über eine mindestens zehnjährige Erfahrung in Bezug auf die Kompetenzen verfügen, die für die Ausübung der Funktion der zu vergebenden Stelle erforderlich sind.

Das Auswahlverfahren für die Stufen B, C und D wird innerhalb des Zentrums von einem Prüfungsausschuss organisiert und durchgeführt, die aus dem allgemeinen Koordinator und zwei stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren besteht.

Um die Geschlechtermischung zu gewährleisten, dürfen die Prüfungsausschüsse zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen; dies gilt nicht für den nach Absatz 3 eingesetzten Prüfungsausschuss, wenn die Zusammensetzung des Zentrums dies nicht ermöglicht.

§ 2. Der Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, die Funktionsbeschreibung und das Auswahlverfahren, einschließlich der Zusammensetzung des Prüfungsausschusses, sind Gegenstand einer Validierung durch die Regierung.

§ 3 Der Prüfungsausschuss organisiert die Auswahlprüfung(en), die es ihr ermöglicht, folgendes festzustellen:

- 1° die fachlichen Fähigkeiten der Bewerber;
- 2° die Persönlichkeit der Bewerber.

Die vorgenannten Auswahlverfahren können gegebenenfalls aus mehreren Prüfungen bestehen, die in dem Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen und im Auswahlverfahren klar benannt werden.

Die Überprüfung der Einhaltung der Artikel 23 und 24 ist integraler Bestandteil des Auswahlverfahrens.

§ 4. Auf der Grundlage der Auswahlprüfung(en) ordnet der Prüfungsausschuss die Bewerber nach der erreichten Punktzahl und übermittelt der Regierung die Liste der erfolgreichen Teilnehmer, die die aus dem Auswahlverfahren hervorgegangene Reserve bilden.

§ 5. Die Regierung benennt den erfolgreichen Teilnehmer auf der Grundlage der in Paragraph 4 vorgenommenen Einstufung in die zu vergebende Stelle.

Art. 26 - § 1. Abweichend von Artikel 25 wird die Auswahl für den allgemeinen Koordinator und die stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren von einem Prüfungsausschuss unter dem gemeinsamen Vorsitz des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden des CFFW organisiert und durchgeführt, die sich zusätzlich zusammensetzt aus:

- 1° einem Mitglied der Finanzinspektion;

2° zwei externen Sachverständigen des Zentrums, die nicht zu den Personalmitgliedern der ministeriellen Kabinette, der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, gehören;

3° einem weiterer nicht zum Zentrum gehörenden Sachverständigen.

Die im vorstehenden Absatz genannten externen Sachverständigen müssen über eine mindestens zehnjährige Erfahrung in Bezug auf die Kompetenzen verfügen, die für die Ausübung der Funktion der zu vergebenden Stelle erforderlich sind, wobei mindestens einer von ihnen eine zehnjährige Erfahrung im Management oder in der Verwaltung der Humanressourcen vorweisen muss.

Um die Geschlechtermischung zu gewährleisten, darf der Prüfungsausschuss zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen.

§ 2. Der Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, die Funktionsbeschreibung und das Auswahlverfahren, einschließlich der Zusammensetzung des Prüfungsausschusses, sind Gegenstand einer Validierung durch die Regierung.

§ 3. Der Prüfungsausschuss organisiert die Auswahlprüfung(en), die es ihr ermöglicht, folgendes festzustellen:

- 1° die Managementfähigkeiten der Bewerber;
- 2° die organisatorischen Fähigkeiten der Bewerber;
- 3° die fachlichen Fähigkeiten der Bewerber;
- 4° die Persönlichkeit der Bewerber.

Das vorgenannte Auswahlverfahren kann gegebenenfalls aus mehreren Prüfungen bestehen, die in dem Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen und im Auswahlverfahren klar benannt werden.

Die Überprüfung der Einhaltung der Artikel 23 und 24 ist integraler Bestandteil des Auswahlverfahrens.

§ 4. Auf der Grundlage der Auswahlprüfung(en) verfasst der Prüfungsausschuss einen schriftlichen und begründeten Bericht an die Regierung, in dem die Fähigkeiten der einzelnen Kandidaten wiedergegeben und die Kandidaten in die beiden Kategorien "geeignet" und "nicht geeignet" eingeteilt werden.

§ 5 Die Regierung ernennt den erfolgreichen Teilnehmer unter den von der Jury für geeignet befundenen Bewerbern für die zu verleihende Stelle.

Kapitel 5 — Gehalt

Art. 27 - § 1. Personalmitglieder des Zentrums im Sinne des Artikels 16 Ziffern 1 und 2, die keinen Anspruch auf Zahlung des Gehalts durch ihre abordnende Einrichtung behalten, und Personalmitglieder des Zentrums im Sinne des Artikels 16 Ziffer 3 erhalten eine jährliche Zulage, die anstelle eines Gehalts gezahlt wird.

Diese jährliche Zulage, die anstelle eines Gehalts gilt, wird auf der Grundlage einer Gehaltstabelle dem Inhaber des Dienstgrades gemäß Artikel 22 nach Maßgabe der folgenden Entsprechungen gewährt:

- 1° für den Dienstgrad des allgemeinen Koordinators, die Gehaltstabelle A2;
- 2° für den Dienstgrad des stellvertretenden allgemeinen Koordinators, die Gehaltstabelle A3;
- 3° für den Dienstgrad des Beraters-Sachverständigen, die Gehaltstabelle A4/1;
- 4° für den Dienstgrad des ersten Attachés-Sachverständigen, die Gehaltstabelle A5/2;
- 5° für den Dienstgrad des Attachés-Sachverständigen, die Gehaltstabelle A6/1;
- 6° für den Dienstgrad des ersten Graduierten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle B1;
- 7° für den Dienstgrad des Graduierten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle B2/1;
- 8° für den Dienstgrad des ersten Assistenten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle C1;
- 9° für den Dienstgrad des Assistenten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle C2;
- 10° für den Dienstgrad des ersten Beigeordneten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle D1;
- 11° für den Dienstgrad des Beigeordneten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle D2.

§ 2. Die jährliche Zulage, die anstelle eines Gehalts gezahlt wird, entwickelt sich im Laufe der Zeit und wird innerhalb einer Gehaltstabelle nach Paragraph 1 Absatz 2 festgelegt, in der die am Tag der Zuweisung zum Zentrum zulässigen Dienste sowie das im Zentrum erworbene finanzielle Dienstalter berücksichtigt werden.

Die für die Berechnung des finanziellen Dienstalters zulässigen Dienste sind die tatsächlichen Dienste gemäß den Artikeln 238 ff. des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes. In Abweichung von Artikel 238 § 3 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind für die Berechnung des finanziellen Dienstalters ohne Berücksichtigung der Höchstdauer zulässig:

- 1° die im öffentlichen Dienst eines anderen Staates als den in Artikel 238 § 1 desselben Kodex genannten als statutarischer Bediensteter oder als Personalmitglied mit Arbeitsvertrag geleisteten Dienste;
- 2° die in der Privatwirtschaft geleisteten Dienste;
- 3° die als Selbstständiger geleisteten Beschäftigungsperioden.

Die für die Berechnung des finanziellen Dienstalters nach Absatz 2 zulässigen Dienste werden vom allgemeinen Koordinator auf Antrag des Personalmitglieds des Zentrums, das seinem Antrag alle zweckdienlichen Nachweise beifügt, festgelegt. Die zugelassenen Dienste werden ab dem ersten Tag des Monats, der auf den Antrag folgt, berücksichtigt.

Art. 28 - Personalmitglieder des Zentrums nach Artikel 16 Ziffern 1 und 2, die weiterhin Anspruch auf Zahlung des Gehalts durch ihre abordnende Einrichtung haben, erhalten gegebenenfalls eine zusätzliche jährliche Zulage anstelle eines Gehalts.

Diese anstelle eines Gehalts gewährte zusätzliche jährliche Zulage entspricht der positiven Differenz zwischen der anstelle eines Gehalts gewährten jährlichen Zulage, auf die das Personalmitglied des Zentrums nach Artikel 27 Anspruch hat, und dem von seiner abordnenden Einrichtung tatsächlich gezahlten Gehalt.

Damit die anstelle des Gehalts gewährte zusätzliche jährliche Zulage berechnet werden kann, übermittelt das Personalmitglied des Zentrums, das von seiner abordnenden Einrichtung noch ein Gehalt bezieht, dem SePAC unverzüglich seine finanzielle Situation bei der abordnenden Einrichtung am Tag der Zuweisung zum Zentrum sowie jede Änderung dieser Situation. Andernfalls kann die Zahlung der anstelle des Gehalts gewährten zusätzlichen jährlichen Zulage unterbrochen oder eingeschränkt werden, bis die erforderlichen Angaben beim SePAC eingegangen sind.

Art. 29 - Die besoldungsrechtliche Stellung der in Artikel 16 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Personalmitglieder des Zentrums wird wie folgt geregelt:

1° Stimmt die abordnende Dienststelle der Fortzahlung des Gehalts zu, so erhält das Personalmitglied des Zentrums gegebenenfalls und zu Lasten des Haushalts des Zentrums die zusätzliche jährliche Zulage nach Artikel 28, die anstelle des Gehalts gezahlt wird.

2° Stellt die abordnende Dienststelle die Zahlung des Gehalts ein, so erhält das Personalmitglied des Zentrums zu Lasten des Haushalts des Zentrums die jährliche Zulage nach Artikel 27, die anstelle des Gehalts gezahlt wird.

Verlangt der Arbeitgeber in dem unter Ziffer 1 genannten Fall die Rückzahlung des Gehalts, so erstattet das Zentrum der abordnenden Einrichtung die Besoldung des Personalmitglieds des Zentrums, die Zulage für das Urlaubsgeld, die Jahresendprämie und alle sonstigen Zulagen und Vergütungen, die nach den für ihn in seiner abordnenden Dienststelle geltenden Bestimmungen berechnet werden, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberbeiträge.

Art. 30 - Die Personalmitglieder des Zentrums erhalten eine zusätzliche jährliche Zulage, deren Betrag wie folgt festgelegt wird:

1° für die Stufe A einen nicht indexierten Bruttobetrag von 3.000 Euro;

2° für die Stufen B, C und D einen nicht indexierten Bruttobetrag von 2.000 Euro.

Art. 31 - Die Personalmitglieder des Zentrums erhalten die Haushalts- oder Ortszulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendprämie, die Essensgutscheine und jede andere Zulage oder Vergütung zu den Sätzen und Bedingungen, die im geltenden Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung oder andernfalls für das Personal der anderen Dienststellen der Regierung vorgesehen sind, mit Ausnahme der anstelle des Gehalts gewährten jährlichen Kabinettszulage und der jährlichen Kabinettszulage.

Art. 32 - Die Gehälter, Löhne, Entschädigungen und Zulagen der von der wallonischen Regierung benannten Personalmitglieder des Zentrums gehen zu Lasten des Haushalts des Zentrums.

Art. 33 - Die in Artikeln 27, 28, 30 und 31 angeführten Entschädigungen und Zulagen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt.

Die monatlichen Zulagen betragen ein Zwölftel des Jahresbetrags.

Wenn die monatlichen Zulagen nicht vollständig geschuldet sind, werden sie in Dreißigsteln gemäß den für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Bedingungen gezahlt.

Art. 34 - Die in den Artikeln 27, 28, 30 und 31 angeführten Entschädigungen und Zulagen sind gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden. Sie sind an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Kapitel 6 — *Verschiedene Kosten, finanzieller Gegenwert und Nutzung eines Fahrzeugs*

Art. 35 - Die Bestimmungen des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes betreffend Fahrtkosten, die durch Dienstfahrten und die Benutzung öffentlicher Verkehrsmittel entstehen, gelten für die Personalmitglieder des Zentrums.

Art. 36 - Die Personalmitglieder des Zentrums haben Anspruch auf ein Abonnement für ein öffentliches Verkehrsmittel für die Fahrt von ihrem Wohnort oder gewöhnlichen Aufenthaltsort zum Standort des Zentrums.

Durch einen mit Gründen versehenen abweichenden Erlass des Ministers kann ein finanzieller Gegenwert zuerkannt werden, der den Kosten des oder der Abonnements für öffentliche Verkehrsmittel für die Strecke zwischen Wohnort oder gewöhnlichem Aufenthaltsort und Arbeitsstätte entspricht. Dieser Gegenwert wird anteilig zu den Leistungen gewährt. Um ihn zu erhalten, müssen die Personalmitglieder des Zentrums eine Kopie der Zulassungsbescheinigung vorlegen, aus der hervorgeht, dass es sich um ihr eigenes Fahrzeug oder das Fahrzeug einer in ihrem Haushalt lebenden Person handelt.

Art. 37 - Im Rahmen der Haushaltsmittel des Zentrums legt der Minister die individuelle Kilometeranzahl fest, die den Personalmitgliedern des Zentrums, denen gestattet werden kann, unter den in Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Bedingungen ihr privates Kraftfahrzeug für dienstliche Zwecke zu benutzen, jährlich zu gewähren ist.

Diese Kilometerzahl darf 12.000 Kilometer pro Jahr und Begünstigtem nicht überschreiten.

Die Rückzahlung erfolgt ausschließlich auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung, der die Belege zur Bescheinigung, dass die Fahrten für dienstliche Zwecke stattgefunden haben, beigefügt werden.

Der Satz der Kilometerentschädigung wird gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. Januar 1965 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über Fahrtkosten festgelegt und im Juli jedes Jahres durch ein Rundschreiben der Föderalregierung zur Anpassung des Betrags indiziert.

Art. 38 - Dem allgemeinen Koordinator und jedem stellvertretenden allgemeinen Koordinator wird ein Dienstwagen zur Verfügung gestellt, sofern sie nichts anderes wünschen.

Nach Erhalt des Dienstwagens können der allgemeine Koordinator und jeder stellvertretende allgemeine Koordinator die Bestimmungen der Artikel 36 und 37 nicht mehr in Anspruch nehmen.

Art. 39 - Die Modalitäten des Erwerbs und der Nutzung von Amts- und Dienstfahrzeugen, die Modalitäten der Beteiligung an den Abonnementskosten für Festnetz- und Mobiltelefonie, Fax und Internet und die Kommunikationskosten der Personalmitglieder des Zentrums werden durch das Rundschreiben der Wallonischen Regierung geregelt, das die anzuwendenden Verfahren festlegt und harmonisiert, insbesondere in Bezug auf die Verwaltung und den Betrieb der ministeriellen Kabinette, wie sie im geltenden Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung vorgesehen sind.0}

Kapitel 7 — *Beendigung des Dienstverhältnisses und Abgangsentschädigung für Personalmitglieder*

Art. 40 - Konnten die benannten Personalmitglieder des Zentrums, die kein pauschales Abgangsgeld nach Artikel 41 erhalten, aufgrund dienstlicher Erfordernisse ihren Jahresurlaub vor dem endgültigen Ausscheiden aus dem Dienst nicht ganz oder teilweise nehmen, so wird ihnen eine Ausgleichszulage gewährt, deren Betrag ihrem letzten Gehalt für die nicht genommenen Urlaubstage entspricht.

Der zu berücksichtigende Urlaub ist der Urlaub des laufenden Jahres, der je nach Regelung und Leistungszeitraum anteilig berücksichtigt wird, sowie der aus dienstlichen Gründen übertragene Urlaub.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels ist das zu berücksichtigende Gehalt der indexierte Bruttomonatsbetrag der anstelle des Gehalts gewährten jährlichen Zulage nach Artikel 27 oder der indexierte Bruttomonatsbetrag der anstelle des Gehalts gewährten zusätzlichen jährlichen Zulage nach Artikel 28, gewichtet nach der Arbeitszeitregelung und gegebenenfalls erhöht um die Haushalts- oder Ortszulage.

Art. 41 - § 1. Der Minister gewährt den benannten Personalmitgliedern des Zentrums, die eine Funktion im Zentrum ausgeübt haben und kein Berufseinkommen, kein Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension beziehen, ein pauschales Abgangsgeld.

Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährte Existenzminimum werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 gewährt der Minister den benannten Personalmitgliedern des Zentrums, die eine Funktion im Zentrum ausgeübt haben und deren einzige Einkünfte aus Folgendem bestehen, ein pauschales Abgangsgeld:

1° Arbeitslosengeld, Eingliederungsgeld oder gesetzliche Krankheits- und Invaliditätsentschädigung oder Mutterschaftsgeld;

2° der Vergütung für die ausschließliche Ausübung einer oder mehrerer Funktionen in Teilzeit;

3° eine Hinterbliebenenpension oder ein Eingliederungseinkommen, das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährt wird.

Dieses pauschale Abgangsgeld wird nach Gewichtung um die unter die Ziffern 1, 2 und 3 genannten Bruttoeinkünfte für den entsprechenden Zeitraum gekürzt.

§ 3. Das pauschale Abgangsgeld wird gewährt in Höhe von:

1° eine Monatszulage für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs vollendeten Monaten;

2° zwei Monatszulagen für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als sechs Monaten bis zu zwölf vollendeten Monaten;

3° drei Monatszulagen für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als zwölf Monaten bis zu achtzehn vollendeten Monaten;

4° vier Monatszulagen für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als achtzehn Monaten bis zu vierundzwanzig vollendeten Monaten;

5° höchstens fünf Monatszulagen für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als vierundzwanzig vollendeten Monaten.

§ 4. Der Bruttomonatsbetrag des pauschalen Abgangsgelds ist der indexierte Bruttomonatsbetrag der anstelle des Gehalts gewährten jährlichen Zulage gemäß Artikel 27 oder der indexierte Bruttomonatsbetrag der anstelle des Gehalts gewährten zusätzlichen jährlichen Zulage gemäß Artikel 28, der sich auf den letzten Monat der Tätigkeit bezieht, den die betreffende Person mindestens drei Monate lang ausgeübt hat, gewichtet nach der Arbeitszeitregelung und gegebenenfalls erhöht um die Haushalts- oder Ortszulage.

§ 5. Das pauschale Abgangsgeld wird in Monatsraten gewährt. Die Bedingung für deren Gewährung ist die monatlichen Einreichung durch den Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder er sich in einer der in § 2 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 6. Der erste Anweisungsbefugte oder sein Stellvertreter übermittelt dem SePAC unverzüglich alle erforderlichen Angaben zur Berechnung des pauschalen Abgangsgelds für jeden Begünstigten.

§ 7. Den Personalmitgliedern des Zentrums, die zurücktreten, sich im Ruhestand befinden oder in den Ruhestand treten oder deren Dienstverhältnis wegen schwerwiegender Pflichtverletzung beendet wird, wird kein pauschales Abgangsgeld gezahlt.

§ 8. In dem Erlass über die Beendigung des Dienstverhältnisses wird auf die etwaige Gewährung des pauschalen Abgangsgelds hingewiesen; die Voraussetzungen für die Gewährung des pauschalen Abgangsgeld werden vom SePAC überprüft.

Titel 4 — *Funktionsweise des Zentrums*Kapitel 1 — *Anweisungsbefugte, Buchhalter und Vollmachtserteilung*

Art. 42 - Dem allgemeinen Koordinator wird die Befugnis übertragen, alle Ausgaben im Zusammenhang mit den Entschädigungen und Zulagen, die dem Personal des Zentrums gewährt werden, einzugehen und zu genehmigen.

Art. 43 - Dem allgemeinen Koordinator des Zentrums wird die Befugnis übertragen, bis zu einem Betrag von 10.000 Euro ohne MwSt. alle Ausgaben für Sachverständigen-, Verfahrens- und Anwaltskosten, für den Betrieb des Zentrums und für den Erwerb verschiedener Güter des Organisationsbereichs 19 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen.

Art. 44 - § 1. Das SePAC ist für die administrative Unterstützung in Personalangelegenheiten des Zentrums und für die Verwaltung der Gehälter, Entschädigungen und Zulagen zuständig, die dem Personal des Zentrums gewährt werden.

§ 2. Dem Direktor des SePAC wird die Befugnis übertragen, alle vom ersten Anweisungsbefugten oder seinen in den Artikeln 42 und 43 genannten Stellvertretern eingegangenen Ausgaben im Zusammenhang mit den Gehältern, Entschädigungen und Zulagen für das Personal des Zentrums auszuzahlen.

Art. 45 - Die Bestimmungen der Artikel 42 bis 44 haben nicht zur Folge, dass dem erste Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle in dem vorliegenden Erlass genannten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen.

Kapitel 2 — Ausstattung und Funktionsmittel

Art. 46 - Die Regierung ergreift geeignete Maßnahmen, um dem Zentrum die für seinen Betrieb erforderlichen Räumlichkeiten, Möbel und IT- und Büroausrüstungen zur Verfügung zu stellen. Die Ausstattung kann erworben oder gemietet werden.

Art. 47 - Der allgemeine Koordinator des Zentrums schlägt unter Beachtung der Vorschriften für die öffentlichen Aufträge Dienstleistungsverträge vor, insbesondere um die Mitarbeit von Beratungsbüros zu sichern, die ihn bei seiner Aufgabe unterstützen.

Er bereitet gegebenenfalls Vorschläge für Anschaffungen vor, die zusätzlich zu den in Artikel 46 genannten Ausstattungen erforderlich sind.

Titel 5 — Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 48 - § 1. Die Personalmitglieder der Stelle für Finanzinformationen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 eingerichtet wurde, und die Personalmitglieder der Zelle zur Begutachtung und strategischen Unterstützung des Steuerwesens, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2022 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region eingerichtet wurde, werden von Amts wegen dem Zentrum zugewiesen. Sie werden vom Minister unverzüglich per Einschreibebrief von dieser Zuweisung sowie von dem in Artikel 21 genannten Dienstgrad, die ihnen innerhalb des Zentrums von der Regierung zugewiesen wird, in Kenntnis gesetzt.

§ 2. Die Personalmitglieder der Einheit für Schuldenverwaltung und der Einheit zur Unterstützung der Überwachung des ÖDW Finanzen werden auf freiwilliger Basis von Amts wegen zum Zentrum abgeordnet. Sie werden vom Minister unverzüglich per Einschreibebrief über die ihnen offenstehende Wahlmöglichkeit sowie über den in Artikel 21 genannte Dienstgrad, der ihnen von der Regierung innerhalb des Zentrums angeboten wird, informiert und verfügen über eine Frist von einem Monat, um den Minister von ihrer Wahl in Kenntnis zu setzen.

Wenn sie sich gegen eine Zuweisung innerhalb des Zentrums entscheiden oder wenn sie innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist keine Antwort erteilen, werden sie von Amts wegen nicht in das Zentrum aufgenommen.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Personalmitglieder werden in Anwendung von Titel 3, Kapitel 3 und 5 in das Zentrum aufgenommen.

§ 4. Für die Anwendung des Titels 3 und abweichend von Paragraph 3 gilt für die in Paragraph 1 genannten Personalmitglieder in Bezug auf ihre Beschäftigung bei der in Paragraph 1 genannten Einrichtung Folgendes:

1° Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums eine anstelle eines Gehalts gewährte jährliche Zulage bezogen haben, die mit einer höheren Gehaltstabelle als der nach Artikel 27 § 1 Absatz 2 gewährten Gehaltstabelle verbunden ist, behalten den Vorteil dieser höheren Gehaltstabelle;

2° Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums eine anstelle eines Gehalts gewährte jährliche Zulage bezogen haben, die nicht mit einer Gehaltstabelle verbunden ist und deren Betrag höher ist als die anstelle eines Gehalts gewährte jährliche Zulage, die ihnen in Anwendung von Artikel 27 § 1 Absatz 2 gewährt wird, behalten diesen Betrag als anstelle eines Gehalts gewährte jährliche Zulage, bis sie in Anwendung von Artikel 27 § 1 Absatz 2 einen Betrag erhalten, der mindestens dem Betrag der anstelle eines Gehalts gewährten jährlichen Zulage entspricht;

3° Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums eine der jährlichen Kabinettszulage entsprechende jährliche Zulage in einer Höhe bezogen haben, die höher ist als die nach Artikel 28 gewährte zusätzliche jährliche Zulage, behalten diesen Betrag abweichend von dem in Artikel 28 genannten Betrag als zusätzliche jährliche Zulage.

Personalmitglieder können eine Kombination der Ziffern 1 bis 3 in Anspruch nehmen.

§ 5. Für die Anwendung des Titels 3 und abweichend von Paragraph 3 behalten die in Paragraph 2 genannten Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums in den Genuss einer höheren Gehaltstabelle als der nach Artikel 27 § 1 Absatz 2 gewährten Gehaltstabelle kamen, den Vorteil dieser höheren Gehaltstabelle.

Art. 49 - Das Zentrum stellt sicher, dass die Verweise auf den vorliegenden Erlass mit jedem neuen Erlass über die Kabinette der Minister der Regierung vereinbar sind.

Im Falle einer Unvereinbarkeit, der Zusammenhangslosigkeit oder einer Schwierigkeit bei der Anwendung dieses Erlasses, die auf das Inkrafttreten eines neuen Erlasses über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung zurückzuführen ist, teilt das Zentrum die Änderungsvorschläge bezüglich des vorliegenden Erlasses, die sie zur Behebung solcher Mängel für unabdingbar hält, der Regierung mit.

Art. 50 - Für die Anwendung jeglicher Gesetze oder Regelungen, die speziell auf die Stelle für Finanzinformationen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 eingerichtet wurde, auf die Zelle zur Begutachtung und strategischen Unterstützung des Steuerwesens, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2022 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region eingerichtet wurde, die Einheit für Schuldenverwaltung der ÖDW Finanzen oder die Einheit zur Unterstützung der Überwachung des ÖDW Finanzen verweisen, ist das Zentrum mit der dort genannten Stelle gleichzusetzen, solange diese geltenden Gesetze oder Regelungen infolge der Einrichtung des Zentrums nicht angepasst werden.

Art. 51 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 wird aufgehoben.

Art. 52 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 53 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2024, mit Ausnahme von Artikel 2, der am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Art. 54 - Der Minister wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2023

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/46471]

20 JULI 2023. — Besluit van de Waalse Regering houdend oprichting van het “Centre stratégique d’expertise fiscale, financière et budgétaire”, afgekort: CeSEFFB, en tot opheffing van verscheidene bepalingen terzake

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 houdende oprichting van de cel voor financiële informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het “SePAC”, zoals gewijzigd;

Gelet op het verslag van 7 april 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 april 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 mei 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, op 12 juni 2023 gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister van Financiën en Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Titel 1. — *Oprichting, doel en opdrachten van het “Centre”*

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het “Centre”: het “Centre stratégique d’expertise fiscale, financière et budgétaire”, bedoeld in artikel 2;

2° “de Minister” : de Minister bevoegd voor financiën en begroting;

3° “het Gewest”: het Waalse Gewest;

4° “het INR”: het Instituut voor nationale rekeningen bedoeld in artikel 107 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

5° “de Waalse Overheidsdienst” : de Waalse Overheidsdienst;

6° “de Ambtenarencode”: het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

7° “SePAC” : het “Secrétariat pour l’aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets” (SePAC) (Secretariaat voor bijstand bij intern beheer en controle van de ministeriële kabinetten) bedoeld in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het “SePAC” ;

8° “Verordening (EU) nr. 549/2013” : Verordening (EU) nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie ;

9° "het ESR": het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie in de zin van Verordening (EU) nr. 549/2013 ;

10° "overheidsinstelling": openbare bestuursseenheid die deel uitmaakt van het consolidatiebereik van het Waals Gewest, namelijk subsector 1312 ("Deelstaatoverheden" van sector 13 "Overheden" in de zin van Verordening (EU) nr. 549/2013;

11° "de SPOC": het enige contactpunt van het Gewest met het INR voor de mededeling van de gegevens en statistieken die vereist zijn voor de opstelling van de overheidsrekeningen in de zin van het ESR en in het kader van de procedure bij buitensporige tekorten;

12° "Begrotingscontrolecommissie": het orgaan dat door de Regering belast is met het toezicht op de werkzaamheden voor de opmaak van de begrotingen van het Gewest en op de uitvoering ervan in het licht van de door de Regering bepaalde begrotingsdoelstellingen;

13° "Expenditure reviews": instrumenten om beleidsopties te ontwikkelen, te evalueren, aan te bevelen en goed te keuren door de bestaande overheidsuitgaven in welbepaalde domeinen te analyseren, teneinde :

- a) de regering in staat te stellen het algemene niveau van de uitgaven te beheren;
- b) de uitgaven af te stemmen op de prioriteiten van de regering;
- c) de doeltreffendheid van programma's en beleid te verbeteren ;

14° "brontiteiten": de entiteiten die vallen binnen de gewestelijke consolidatieperimeter zoals bepaald in artikel 2, 25° van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de Waalse overheidsadministraties;

15° "CFFW": de "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" (Raad van de Fiscaliteit en de Financiën van Wallonië) ingesteld bij het decreet van 22 juli 2010 houdende oprichting van een "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie";

16° "in aanmerking komende diensten": de werkelijke diensten bedoeld in de artikelen 238 en volgende van de Ambtenarencode ;

17° "weddeschaal": de jaarlijkse weddeschaal opgenomen in bijlage XIII van de Ambtenarencode;

18° "de Regering": de Waalse Regering.

HOOFDSTUK 2. — Oprichting van het "Centrum" CFFW

Art. 2. Er wordt onder de benaming "Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire" een regeringscel opgericht die direct onder regeringsgezag wordt geplaatst, hierna "(het) Centrum" genoemd en met het letterwoord "CeSEFFB" aangeduid.

Het besluit van de Waalse Regering betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering is van toepassing op het Centrum, tenzij in dit besluit anders is bepaald. Het Centrum wordt gelijkgesteld met een ministerieel kabinet, met inbegrip van de toepassing van de Ambtenarencode. Het is geen administratie, hoewel het een openbare dienst is.

Het personeel van het Centrum kan/is, in voorkomend geval onverminderd diens administratieve toestand bij de oorspronkelijke werkgever :

- 1° tijdens zijn tewerkstelling niet de hoedanigheid van vastbenoemde ambtenaar verwerven ;
- 2° niet onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten;
- 3° onderworpen aan een administratieve positie sui generis.

De minister houdt toezicht op het Centrum en is de primaire ordonnateur.

Art. 3. Met het oog op de goede werking van het Centrum informeert het SePAC het Centrum onverwijld over het van kracht zijnde besluit van de Waalse Regering betreffende de kabinetten van de ministers van de Waalse Regering, en over eventuele latere wijzigingen ervan.

HOOFDSTUK 3. — Doel en opdrachten van het Centrum

Art. 4. Het Centrum is de gesprekspartner en de gewestelijke partner die is aangewezen om ondersteuning, bijstand en begeleiding te bieden aan de Regering, de Waalse Overheidsdienst en de overheidsinstellingen, op de gebieden van algemeen belang die in artikel 5 worden genoemd.

Het Centrum is de gesprekspartner en de gewestelijke partner die is aangewezen om ondersteuning, bijstand en begeleiding te bieden aan de Begrotingscontrolecommissie en het CFFW bij het uitvoeren van hun opdrachten.

Het Centrum de gesprekspartner en de gewestelijke partner die is aangewezen om ondersteuning, bijstand en begeleiding te bieden aan voor de Belgische, Europese en internationale financiële en fiscale instanties. Daartoe wordt door het Centrum :

- 1° gezorgd voor het vervullen van de fiscale wettelijke verplichtingen van het Gewest en van de Waalse instellingen die erom verzoeken;
- 2° medegewerkt aan de verdediging en het behoud van de belangen van het Gewest inzake fiscaliteit;
- 3° de contacten van het Gewest en van de Waalse instellingen die erom verzoeken gecoördineerd, met de federale en plaatselijke fiscale administraties die belastingen en heffingen ten laste van het Gewest of van die instellingen beheren;
- 4° aangesteld als SPOC van het Gewest, in het bijzonder met betrekking tot het INR.

Art. 5. § 1. Onder het gezag van de Minister zorgt het Centrum voor de algemene financiering van de gewestelijke overheidsschuld in overeenstemming met de algemene richtlijnen van de Minister.

In dat kader is het verantwoordelijk voor :

- 1° het voorstellen aan de Minister van de financieringsstrategie en het uitvoeren van de financiële verrichtingen verbonden aan de uitgifte van alle soorten leningen volgens de gepaste uitgifteprocedures;
- 2° handel in derivaten;
- 3° alle financiële transacties met betrekking tot schuldbeheer registreren om de dagelijkse kaspositie te bepalen, krediet- en marktrisico's te berekenen en statistieken en rapporten op te stellen;

4° aan de Minister een strategie voor te stellen voor het schuldbeheer, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de structuur van de schuldportefeuille en de beoordeling van de markt- en kredietrisico's;

5° contacten onderhouden met marktpelers en nationale en internationale instanties in verband met schuldbeheer;

6° de begroting van de overheidsschuld opstellen en het schuldbeheer aanpassen aan de begroting;

7° de financiering van de federale staatsschuld bevorderen, zowel in België als in het buitenland;

8° nieuwe financiële producten ontwikkelen;

9° aan de Minister alle voorstellen formuleren die het schuldbeheer ten goede komen;

10° verslagen opstellen en informatie verstrekken op verzoek van de Minister of van Belgische, Europese of internationale instellingen;

11° algemene informatie verspreiden over de schuld van het Gewest;

12° het adviseren en monitoren van de overheidsinstellingen over hun financieringsbeleid.

§ 2. Onder het gezag van de Minister is het Centrum verantwoordelijk voor de uitvoering van langetermijninvesteringen namens het Gewest en neemt het deel aan de ontwikkeling van de strategie op dit gebied.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor :

1° het voor rekening van het Gewest analyseren en beleggen van meer dan één maand in traditionele of gestructureerde producten, in euro of in een andere munt;

2° onderhandelen, modelleren en afsluiten van afdekkingsproducten voor beleggingen ;

3° onderhandelen over en opvolgen van contracten;

4° een systeem opzetten voor toezicht op investeringen en risicoanalyse van portefeuilles.

§ 3. Het Centrum staat de Regering, de Waalse Overheidsdienst en de overheidsinstellingen bij in het analyseren, sturen en monitoren van de begroting, de boekhouding en de financiële situatie, evenals het investeringsbeleid.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor :

1° deelnemen aan de voorbereiding en uitvoering van de gewestelijke begrotingen en hun uitvoering;

2° de begrotingen en rekeningen van de overheidsinstellingen analyseren en toezicht houden op de uitvoering van hun begrotingen, met inbegrip van hun impact op de financieringsbehoeften en de schuldenlast van het Gewest;

3° het opstellen en opvolgen van meerjarenprognoses ;

4° adviezen uitbrengen over de beleidsmaatregelen die de Regering, de Waalse Overheidsdienst en de overheidsinstellingen op hun verzoek nemen, in het bijzonder met betrekking tot de impact van deze beleidsmaatregelen op de financieringsbehoeften en de schuldenlast van het Gewest;

5° specifieke procedures en instrumenten ontwerpen ;

6° het opstellen en opvolgen van het investeringsbeleid en zijn middelen;

7° alternatieve financiering opvolgen;

8° het bijstaan van de Regering, de Waalse Overheidsdienst, de overheidsinstellingen en de lokale besturen, op hun verzoek, bij het ontwerpen, ontwikkelen, uitvoeren en opvolgen van investeringsprojecten of -programma's;

9° toezicht op en advies over openbare en particuliere boekhoudkundige aangelegenheden;

10° het ontwikkelen van toekomstgerichte financiële, budgettaire en fiscale analyses.

§ 4. Het Centrum staat de Regering bij in het herzieningsproces van de uitgaven, met inbegrip van belastingverminderingen, -verlagingen en -kredieten in verband met de fiscale bevoegdheden van het Gewest.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor :

1° het ontwikkelen en verzekeren van het algemene beheer van de methodologie ;

2° specifieke procedures en instrumenten ontwerpen ;

3° de coördinatie van de uitvoering van de uitgavenevaluatie, met inbegrip van het secretariaat van de werkgroepen en de stuurgroep;

4° het opvolgen van de beslissingen die de Regering neemt na elke herziening van de uitgaven.

§ 5. Het Centrum staat de Regering bij in het opstellen en uitvoeren van haar fiscaal beleid, waar nodig in samenwerking met de Waalse Overheidsdienst.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor :

1° het opstellen van de gewestelijke fiscale wet- en regelgeving ;

2° de ontworpen of bestaande wetgevingen in België of in het buitenland die de uitoefening van de fiscale bevoegdheden van het Gewest zouden kunnen beïnvloeden, opvolgen;

3° de toepassing van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten opvolgen;

4° de fiscale toestand van het Gewest en van de Waalse instellingen analyseren;

5° de fiscale ontvangsten en uitgaven van het Gewest analyseren.

§ 6. Het Centrum treedt op als SPOC van het Gewest tegenover het INR.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor :

1° de door het INR gevraagde informatie en statistieken te verzamelen bij de bronentiteiten ;

2° het vertegenwoordigen van het Gewest in de werkgroepen die, in toepassing van het protocol afgesloten tussen het INR en de Belgische overheden, belast zijn met het opstellen van de nodige tabellen, spreadsheets en lijsten;

3° het doorsturen van de verzoeken om bijkomende informatie van het INR aan de overheidsinstellingen binnen de vereiste termijnen en het meedelen van de antwoorden aan het INR;

4° het INR op de hoogte brengen van alle wijzigingen die een invloed kunnen hebben op de indiening van gegevens en de opstelling van ESR- en EDP-statistieken;

5° het Gewest vertegenwoordigen op wederzijdse informatievergaderingen zoals voorzien in het samenwerkingsprotocol;

6° het centraliseren en doorsturen naar het INR van de voorafgaande adviesaanvragen van overheidsinstellingen en bronentiteiten over de impact van projecten of verrichtingen op het vorderingensaldo en de schuldenlast van het Gewest;

7° een lijst opstellen van alle statistische gegevens die het INR verwacht, de frequentie waarmee ze moeten worden doorgestuurd en het vereiste formaat.

§ 7. Het Centrum ontvangt, verzamelt, bewaart en verzendt de gegevens en informatie die het nodig heeft voor de uitvoering van zijn taken, met inachtneming van de toepasselijke wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

§ 8. Het Centrum ontvangt van de bronentiteiten alle informatie die het voor de uitoefening van zijn taken nodig heeft.

Art. 6. Vanaf zijn oprichting heeft het Centrum ook specifieke taken gekregen die inherent zijn aan zijn rol als cel die de Regering bijstaat:

1° een analyse van haar positie binnen het Waalse institutionele landschap, op Belgisch en internationaal niveau;

2° de taken die hem zijn toegewezen analyseren en manieren ontwikkelen om ze aan te passen;

3° analyse van de meest doeltreffende interne organisatie om de doelstellingen te bereiken;

4° de voorlegging aan de Regering van de resultaten van deze verschillende analyses binnen een termijn van maximum drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit;

5° aan de Regering het volledige juridische kader voor te stellen dat nodig is voor haar evolutie naar een permanente structuur binnen een termijn van maximum één jaar vanaf de voltooiing van de missie bedoeld in 4°.

Onder "permanente structuur" wordt verstaan een organisatiestructuur met een permanente roeping, in tegenstelling tot de tijdelijke roeping van de structuur als cel die de Regering bijstaat.

Titel 2. — *Samenstelling en organisatie van het Centrum*

HOOFDSTUK 1. — *Samenstelling*

Art. 7. Het personeel van het Centrum is samengesteld uit de volgende leden:

1° een algemeen coördinator van niveau A;

2° vijf algemene adjunct-coördinatoren van niveau A;

3° achtenveertig voltijds equivalenten van niveau A;

4° acht voltijds equivalenten van niveau B, C of D.

Art. 8. De personeelsleden van het Centrum worden door de Regering op voorstel van de Minister van Begroting aangewezen.

HOOFDSTUK 2. — *Organisatie*

Art. 9. § 1. De algemene coördinator is verantwoordelijk voor de gezamenlijke coördinatie van het Centrum, met inbegrip van het administratieve beheer.

Een algemene adjunct-coördinator is verantwoordelijk voor de organisatie, de uitvoering en de opvolging van de overkoepelende opdracht bepaald in artikel 4, lid 3.

De overige algemene adjunct-coördinatoren zijn verantwoordelijk voor de organisatie, de uitvoering en de opvolging van de andere opdrachten van het Centrum bepaald in titel 1, hoofdstuk 3. De overige personeelsleden van niveau A zijn belast met de uitvoering van de opdrachten van het Centrum bepaald in titel 1, hoofdstuk 3, onder de verantwoordelijkheid van de algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren

De personeelsleden van niveau B, C of D zijn belast met de administratieve ondersteuning van het Centrum.

§ 2. De algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren oefenen hun ambt in het Centrum voltijds uit.

§ 3. Het is de algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren van het Centrum verboden, een prestatie te verrichten in een andere cel van de Regering, ministeriële kabinetten daaronder inbegrepen.

Art. 10. De algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren bepalen onderling de verdeling van de opdrachten en de taken, evenals de verspreiding van de personeelsleden over deze opdrachten en taken.

Art. 11. Het bestaat uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering;

2° een vertegenwoordiger van elke Vice-Minister-President van de Regering;

3° een vertegenwoordiging van de Minister;

4° de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of diens afgevaardigde;

5° de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie, of diens afgevaardigde;

6° een lid van de Inspectie van Financiën.

Art. 12. Het Centrum deelt jaarlijks uiterlijk op 31 maart een jaarlijks activiteitenverslag aan de Minister mee.

De Minister deelt dit verslag onverwijld aan de Regering mee.

Titel 3. — *Administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden van het Centrum*

HOOFDSTUK 1. — *Algemene beginselen*

Art. 13. 1. De personeelsleden van het Centrum voeren hun ambt loyaal, gewetensvol en op integere wijze onder het gezag van hun hiërarchische meerderen uit.

Ze zijn ertoe gehouden de geldende wetten en verordeningen, evenals de procedures en de richtlijnen van het gezag waaronder ze ressorteren in acht te nemen.

Zij dragen zorg voor de werkinstrumenten die hen ter beschikking worden gesteld, gebruiken ze voor beroepsdoeleinden en volgens de regels vastgesteld door het gezag waaronder ze vallen.

In hun dagelijks werk, en wanneer ze van toepassing zijn op het Centrum, houden de personeelsleden van het Centrum rekening met de deontologische beginselen verwoord in bijlage I bij de Ambtenarencode.

§ 2. De personeelsleden van het Centrum behandelen de gebruikers van hun dienstverlening met begrip en zonder enige discriminatie.

Zij waarborgen de gebruikers een gelijke behandeling zonder onderscheid van met name nationaliteit, geslacht, maatschappelijke of ethnische oorsprong, godsdienst of overtuigingen, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid.

§ 3. De personeelsleden van het Centrum zien buiten de uitoefening van hun ambt af van elk gedrag dat het vertrouwen van het publiek in hun dienst kan aantasten.

§ 4. De personeelsleden van het Centrum kunnen noch rechtstreeks noch via een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt om maar wegens hun ambt, schenkingen, gratificaties of voordelen van allerlei aard vragen, eisen of krijgen.

§ 5. De personeelsleden van het Centrum behandelen hun dossiers en formuleren de adviezen voor hun hiërarchische meerderen en de Regering onafhankelijk van iedere invloed van buitenaf of conflicterende functies en handelen noch rechtstreeks noch onrechtstreeks uit persoonlijk belang.

De personeelsleden van het Centrum onthouden zich van deelname aan een besluitvorming in dossiers waarin ze rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijke belangen hebben, of waarin hun functies conflicterend zijn.

In het geval waarin ze een kiesmandaat of een lokaal uitvoerend mandaat uitoefenen, onthouden de personeelsleden van het Centrum zich bij de behandeling van dossiers met een lokaal belang.

§ 6. De personeelsleden van het Centrum houden zich permanent op de hoogte van de evolutie van de technieken, de reglementeringen en het onderzoek in de materies waarmee ze beroepshalve belast zijn.

Art. 14. In de loop van, of na afloop van, de uitvoering van hun opdracht in het Centrum handelen de personeelsleden van het Centrum met terughoudendheid en zijn ze verplicht tot de strikte inachtneming van het beroepsgeheim, zonder beperking in de tijd.

De activiteiten van het Centrum en de dienovereenkomstige (on)rechtstreekse informatie is strikt vertrouwelijk en de personeelsleden van het Centrum verbinden zich ertoe, geen informatie daarover te verspreiden.

Art. 15. § 1. Onverminderd artikel 14 genieten de personeelsleden van het Centrum van de vrijheid van meningsuiting ten opzichte van feiten waarvan ze in de uitoefening van hun ambt kennis hebben.

§ 2. Hen is het enkel verboden, feiten te openbaren die verband houden met de nationale veiligheid, de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, de preventie en de bestraffing van strafbare feiten, het beroepsgeheim, de rechten en de vrijheden van de burger, en met name het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer; dit verbod geldt eveneens voor de feiten die verband houden met de voorbereiding van alle beslissingen zolang geen eindbeslissing is genomen, evenals voor de feiten die, wanneer ze zijn verspreid, schade kunnen toebrengen aan de concurrentiepositie van de instelling waarin het personeelslid van het Centrum tewerk is gesteld.

Het bepaalde in lid 1 is eveneens van toepassing op personeelsleden van het Centrum die hun functie hebben beëindigd.

§ 3. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op informatie voor alle nuttige aspecten voor de uitoefening van hun taken.

§ 4. De personeelsleden van het Centrum hebben het recht tot inzage in hun persoonlijk dossier in te zien en het recht om er kosteloos een afschrift van te krijgen.

§ 5. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op de vorming die nuttig is voor hun werk.

§ 6. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op een waardige behandeling door hun meerderen en hun ondergeschikten.

Art. 16. Het personeel van het Centrum bestaat uit:

1° personeelsleden van de Diensten van de Regering, of van een instelling bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, in verlot gesteld voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet overeenkomstig de artikelen 485 tot 490 van de Ambtenarencode ;

a) een dienst, een administratie of een instelling van openbaar nut die afhankelijk is van andere gefedereerde entiteiten, de federale overheid of lokale besturen ;

b) een autonoom overheidsbedrijf ;

c) een georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling ;

3° de rechtstreeks door de Regering benoemde leden die zich niet in een situatie bevinden bedoeld in 1° of 2°.

De rechtspositie van het personeel van het Centrum is sui generis en de wet van 3 juli 1978 inzake arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Hun aanstelling of detachering is uitsluitend het gevolg van eenzijdige administratieve besluiten van individuele strekking die door de Minister worden genomen op basis van een besluit van de Regering. Als ze niet de hoedanigheid van vastbenoemd ambtenaar bij hun oorspronkelijke werkgever hebben, vallen ze niettemin onder het statuut van sociale zekerheid dat van toepassing is op contractuele werknemers van de staat. Het statutair personeel dat gedetacheerd is, blijft gedekt door de sociale zekerheid van hun oorspronkelijke werkgever.

Art. 17. De bepalingen bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering inzake verlof en afwezigheden zijn van toepassing op de personeelsleden van het Centrum.

HOOFDSTUK 2. — *Cumulatie van activiteiten en verlof wegens opdracht*

Art. 18. § 1. De personeelsleden van het Centrum mogen geen beroepsactiviteiten cumuleren.

Onder beroepsactiviteit wordt verstaan, elk activiteit waarvan de opbrengst beroepsinkomsten zijn in de zin van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

In afwijking van lid 2 wordt een openbaar mandaat van politieke aard niet als een beroepsactiviteit beschouwd.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de cumulatie van beroepsactiviteiten die inherent zijn aan de uitoefening van de functie van rechtswege uitgeoefend.

De enige taken die inherent zijn aan de uitoefening van de functie zijn :

1° taken krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling verbonden aan de functie die het personeelslid uitoefent;

2° waarbij het personeelslid ambtshalve is aangesteld door de hiërarchische overheid waaronder hij ressorteert of door de Regering.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 machtigt de algemeen coördinator de cumulatie voor een maximumduur van vijf jaar, verlengbaar, op schriftelijke en voorafgaande aanvraag van het personeelslid van het Centrum, en na advies van de algemeen adjunct-coördinator van wie het personeelslid van het Centrum afhangt, onder volgende voorwaarden:

1° de cumulatie is niet van die aard dat zij de voltooiing van de plichten van het ambt aantast;

2° de cumulatie is niet in strijd met de waardigheid van het ambt;

3° de cumulatie is niet van dien aard is dat daardoor de onafhankelijkheid van het personeelslid van het Centrum in het gedrang komt of verwarring ontstaat met zijn hoedanigheid van personeelslid van het Centrum.

Uiterlijk zestig dagen na de indiening van het schriftelijke verzoek bij de algemeen coördinator brengt de algemeen adjunct-coördinator onder wie het personeelslid van het Centrum ressorteert, of bij gebreke daarvan de algemeen coördinator, hierover een met redenen omkleed advies uit. Na deze termijn wordt het advies als gunstig beschouwd.

De algemeen coördinator neemt een besluit over het verzoek van het personeelslid van het Centrum binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van het in lid 2 bedoelde met redenen omklede advies. Na het verstrijken van deze termijn wordt het in lid 1 bedoelde schriftelijke verzoek automatisch ingewilligd.

Als het dossier niet de nodige informatie bevat, vraagt de autoriteit die de vaststelling verricht deze informatie op binnen een termijn van dertig dagen na de datum van ontvangst van het dossier.

De vergunning kan worden ingetrokken indien aan een van de in lid 1 genoemde voorwaarden niet langer wordt voldaan.

Besluiten om toestemming te verlenen, te weigeren of in te trekken worden met redenen omkleed.

In geval van wijziging van hun administratieve situatie, van de arbeidsvoorwaarden of van de aard van hun cumulatie, dienen de personeelsleden van het Centrum onverwijld een nieuwe aanvraag in.

Wanneer het betrokken personeelslid van het Centrum de algemeen coördinator is, wordt cumulatie rechtstreeks door de Minister toegestaan.

In alle gevallen mag de cumulatie, met inbegrip van alle bezoldigde beroepsactiviteiten, niet resulteren in een bezoldigde arbeidstijd hoger dan honderdvijfentwintig procent van de arbeidstijd bij het Centrum.

Art. 19. Op zijn schriftelijke voorafgaandelijke aanvraag aan de Minister en na machtiging van de Regering kan het personeelslid ter beschikking gesteld worden van een andere cel van de Regering, ministeriële kabinetten inbegrepen.

De terbeschikkingstelling van een andere cel van de Regering wordt voltijds uitgeoefend.

Voor zover deze terbeschikkingstelling het personeelslid van het Centrum belet om het in het Centrum toevertrouwde ambt uit te oefenen, verkrijgt hij/zij in het Centrum het nodige verlof voor de uitvoering van een dergelijke terbeschikkingstelling.

Het verlof wegens terbeschikkingstelling wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit in het Centrum en voor de periode daarvan :

1° wordt behouden:

a) de betaling van de jaarlijkse weddevervangende toelage bedoeld in artikel 27, of

b) de betaling van de jaarlijkse aanvullende weddevervangende toelage bedoeld in artikel 28;

2° wordt de betaling van de jaarlijkse bijkomende toelage bedoeld in artikel 30 onderbroken.

Overeenkomstig vorige leden voor de duur van de terbeschikkingstelling blijft het personeelslid van het Centrum bedoeld in artikel 16, lid 1, 1°, beschouwd als voltijds in het Centrum als leden van de diensten van de Regering of van een instelling, in verlof gesteld wegens de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet overeenkomstig de artikelen 485 tot 490 van de Ambtenarencode.

Bij wijziging van zijn administratieve toestand of van wijziging van de voorwaarden voor de uitoefening ervan of van de aard van de terbeschikkingstelling is het personeelslid van het Centrum verplicht om onverwijld een nieuwe aanvraag in te dienen.

Art. 20. In geval van verminderde prestaties in het Centrum is het, behoudens toepassing van artikel 19, het personeelslid van het Centrum verboden om een bezoldigde prestatie uit te voeren in een andere cel van de Regering, met inbegrip van de ministeriële kabinetten.

HOOFDSTUK 3. — *Niveaus en graden*

Art. 21. De graad is de titel die een personeelslid van het Centrum in de hiërarchie plaatst en hem of haar het recht geeft om binnen het Centrum een betrekking te bekleden die met die graad overeenkomt.

De rangen worden onderverdeeld in niveaus en rangen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4 en 5 van de Ambtenarencode, rekening houdend met de in artikel 22 vastgestelde titels.

Art. 22. . De graden binnen het Centrum zijn als volgt verdeeld:

1° in rang A2, de graad van algemeen coördinator ;

2° in rang A3, de graad van algemeen adjunct-coördinator ;

3° in rang A4, de graad van adviseur-expert ;

4° in rang A5, de rang van eerste attaché-expert ;

5° in rang A6, de graad van attaché-expert ;

6° in rang B1, de graad van eerste administratief gegraduateerde ;

- 7° in rang B2, de graad van administratief gediplomeerde ;
- 8° in rang C1, de graad van eerste administratief assistent ;
- 9° in rang C2, de graad van administratief medewerker ;
- 10° in rang D1, de graad van eerste administratief assistent ;
- 11° in rang D2, de rang van administratief adjunct.

HOOFDSTUK 4. — *Selectie en aanwijzing*

Art. 23. Enkel en alleen personen die aan de volgende algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden voldoen, kunnen als personeelslid van het Centrum worden aangesteld:

- 1° een gedragsnorm hebben die voldoet aan de vereisten van de functie;
- 2° burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma, studiegetuigschrift of ander gelijkwaardig getuigschrift dat overeenstemt met het niveau van de toe te kennen graad overeenkomstig bijlage III bij de Ambtenarencode;
- 4° voldoen aan de voorwaarden voor toegang tot de betrekking vastgesteld door de algemeen coördinator bij het uitschrijven van de in te vullen betrekking;
- 5° laureaat zijn van een door het Centrum georganiseerde selectie.

In afwijking van lid 1, 4°, bepaalt de Minister de toegangsvoorwaarden waaraan moet worden voldaan voor de selectie van de algemeen coördinator en de algemeen adjunct-coördinatoren.

De Regering kan, bij een gemotiveerde beslissing, een afwijking toekennen op de voorwaarde inzake diploma, studiegetuigschrift of een andere gelijkwaardig getuigschrift bedoeld in lid 1, 3°, aan kandidaten houders van een diploma, een studiegetuigschrift of een ander gelijkwaardig getuigschrift indien naar een bijzondere expertise wordt gezocht. In de oproep tot het indienen van aanvragen wordt de afwijking vermeld en wordt de beslissing van de Regering hierover getrouw weergegeven.

Art. 24. Voor elke binnen het Centrum te vervullen betrekking wordt een functieomschrijving opgesteld, die ten minste de volgende gegevens bevat:

- 1° niveau, graad, rang en weddeschaal ;
- 2° de toegangsvoorwaarden, met inbegrip van de vereiste beroepservaring ;
- 3° het doel en de hoofdactiviteiten van de functie ;
- 4° de vaardigheden die nodig zijn om de functie uit te oefenen.

De oproep tot het indienen van kandidaturen en de functieomschrijving worden door het Centrum op passende wijze bekendgemaakt, afhankelijk van de specifieke aard van de te vervullen functie.

Onder het op passende wijze bekendmaken wordt verstaan de bekendmaking via meerdere kanalen, uitgevoerd via digitale en gedrukte media. Dit wordt minstens georganiseerd op de website van de Waalse Overheidsdienst en op een website die gespecialiseerd is in werving, evenals in een dagblad van de gedrukte media. In voorkomend geval kan ook een beroep worden gedaan op gespecialiseerde wervingswebsites, de geschreven vakpers of andere communicatiekanalen zoals sociale media.

Art. 25. § 1. De selectie voor niveau A wordt georganiseerd en uitgevoerd door een jury onder het voorzitterschap van de algemeen coördinator van het centrum, bestaande uit :

- 1° een lid van de Inspectie van Financiën ;
- 2° twee deskundigen van buiten het Centrum, gekozen buiten de leden van de ministeriële kabinetten, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen die van het Waalse Gewest afhangen;
- 3° een andere expert.

De in vorig lid bedoelde deskundigen moeten ten minste tien jaar ervaring hebben met betrekking tot de vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van de functie van de toe te kennen betrekking.

De selectie voor niveau B, C en D wordt binnen het Centrum georganiseerd en uitgevoerd door een jury bestaande uit de algemeen coördinator en twee algemeen adjunct-coördinatoren.

Teneinde de genderdiversiteit te eerbiedigen, mag geen enkel jurypanel voor meer dan tweederde uit leden van hetzelfde geslacht bestaan, met uitzondering van de jury die op grond van lid 3 wordt samengesteld, wanneer de samenstelling van het Centrum dit niet toelaat.

§ 2. De oproep tot kandidaatstelling, de functieomschrijving en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de Regering.

- 3. De jury organiseert een of meer selectieproeven om :
 - 1° de technische vaardigheden van de kandidaten vast te stellen;
 - 2° inzicht te krijgen in de persoonlijkheid van de kandidaten.

Bovengenoemde selecties kunnen, indien van toepassing, bestaan uit verschillende proeven die duidelijk worden aangegeven in de oproep tot het indienen van kandidaatstellingen en de selectieprocedure.

De verificatie van de inachtneming van de artikelen 23 en 24 is een integraal onderdeel van de selectieprocedure.

§ 4 Op basis van de selectieproef(-proeven) rangschikt de jury de kandidaten volgens het aantal behaalde punten en stelt zij de Regering in kennis van de lijst van geslaagde kandidaten die de reservelijst van de selectie vormen.

§ 5. De Regering wijst de laureaat aan, op basis van de rangschikking opgemaakt volgens paragraaf 4, in de toe te kennen functie.

Art. 26. § 1. In afwijking van artikel 25 wordt de selectie voor de algemeen coördinator en de algemeen adjunct-coördinatoren georganiseerd en uitgevoerd door een jury onder gezamenlijk voorzitterschap van de voorzitter en vice-voorzitter van de CFFW, bestaande uit :

1° een lid van de Inspectie van Financiën ;

2° twee deskundigen van buiten het Centrum, gekozen buiten de leden van de ministeriële kabinetten, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen die van het Waalse Gewest afhangen;

3° een andere deskundige van buiten het Centrum.

De in de vorig lid bedoelde externe deskundigen moeten beschikken over ten minste tien jaar ervaring die relevant is voor de vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van de functie van de toe te kennen betrekking, en ten minste één van hen moet tien jaar ervaring hebben op het gebied van management of personeelsmanagement.

Om de genderdiversiteit te respecteren, mag niet meer dan twee derde van de juryleden van hetzelfde geslacht zijn.

§ 2. De oproep tot kandidaatstelling, de functieomschrijving en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de Regering.

§ 3. De jury organiseert een of meer selectieproeven om :

1° de managementvaardigheden van de kandidaten te beoordelen;

2° de organisatorische vaardigheden van de kandidaten te beoordelen;

3° de technische vaardigheden van de kandidaten te beoordelen;

4° inzicht te krijgen in de persoonlijkheid van de kandidaten.

De bovengenoemde selectieprocedure kan, indien nodig, bestaan uit verschillende proeven die duidelijk worden aangegeven in de oproep tot het indienen van de kandidaatstellingen en de selectieprocedure.

De verificatie van de inachtneming van de artikelen 23 en 24 is een integraal onderdeel van de selectieprocedure.

§ 4. Op basis van de selectieproef(proeven) stelt de jury een schriftelijk rapport op voor de Regering, met een motivering van haar beslissing, met een opsomming van de vaardigheden van elke kandidaat en een indeling in twee categorieën: "geschikt" en "ongeschikt".

§ 5. De Regering benoemt de laureaat uit de kandidaten die door de jury geschikt worden bevonden, in de toe te kennen betrekking.

HOOFDSTUK 5. — *Bezoldigingen*

Art. 27. § 1. De personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, 1° en 2°, die geen recht op bezoldiging behouden van hun instelling van herkomst, en de personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, 3°, ontvangen een jaarlijkse toelage in de plaats van een bezoldiging.

Deze jaarlijkse bezoldigingvervangende toelage wordt op basis van een salarisschaal toegekend aan de houder van de in artikel 22 bedoelde graad overeenkomstig de volgende overeenstemmingen :

1° voor de graad van algemeen coördinator, weddeschaal A2 ;

2° voor de graad van algemeen adjunct-coördinator, weddeschaal A3;

3° voor de graad van adviseur-expert, weddeschaal A4/1;

4° voor de graad van Senior Expert Attaché, weddeschaal A5/2;

5° voor de graad van attaché-expert, weddeschaal A6/1 ;

6° voor de graad van eerste administratief gegradueerde, weddeschaal B1 ;

7° voor de graad van administratief gegradueerde, weddeschaal B2/1;

8° voor de graad van eerste administratief assistent, weddeschaal C1;

9° voor de graad van administratief assistent, weddeschaal C2 ;

10° voor de graad van eerste administratief adjunct, weddeschaal D1 ;

11° voor de graad van administratief adjunct, weddeschaal D2.

§ 2. De jaarlijkse salarisvervangende toelage evolueert in de tijd en wordt vastgesteld in een weddeschaal als bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, waarin rekening wordt gehouden met de toelaatbare diensten op de dag van indiensttreding bij het Centrum en met de in het Centrum verworven geldelijke anciënniteit.

De prestaties die in aanmerking komen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit zijn de effectieve prestaties bedoeld in de artikelen 238 en volgende van de Ambtenarencode. In afwijking van artikel 238, § 3, van de Ambtenarencode komen de volgende prestaties in aanmerking voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, waarbij geen maximumperiode in aanmerking wordt genomen :

1° de diensten die op statutaire of contractuele basis worden verricht in de openbare sector van een Staat, andere dan die bedoeld in artikel 238, § 1, van hetzelfde Wetboek ;

2° dienstverlening in de privésector ;

3° periodes van zelfstandige activiteit.

3. Voor de berekening van de in lid 2 bedoelde geldelijke anciënniteit wordt de in aanmerking komende diensttijd op verzoek van het personeelslid van het centrum vastgesteld door de algemeen coördinator, die bij zijn verzoek alle relevante bewijsstukken voegt. De toelaatbare diensten vangen aan op de eerste dag van de maand volgende op het verzoek.

Art. 28. De personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, 1° en 2°, die het recht op bezoldiging van hun instellingen van herkomst behouden, ontvangen in voorkomend geval een aanvullende jaarlijkse toelage ter vervanging van hun bezoldiging.

Deze aanvullende jaarlijkse toelage is gelijk aan het positieve verschil tussen de jaarlijkse toelage waarop de ambtenaar van het Centrum overeenkomstig artikel 27 recht heeft en de wedde die hij werkelijk van de instelling van herkomst ontvangt.

Met het oog op de berekening van de aanvullende jaarlijkse toelage moet een personeelslid van het Centrum dat nog een wedde ontvangt van zijn oorspronkelijke organisatie, SePAC onverwijld in kennis stellen van zijn financiële situatie bij de oorspronkelijke organisatie op de dag van zijn indiensttreding bij het Centrum, alsmede van eventuele wijzigingen in die situatie. Als dit niet gebeurt, kan de betaling van de aanvullende jaarlijkse toelage worden onderbroken of beperkt totdat de door SePAC verlangde informatie is ontvangen.

Art. 29. De geldelijke toestand van de personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, eerste lid, 2°, wordt als volgt geregeld:

1° wanneer de dienst van herkomst ermee instemt de betaling van de wedde voort te zetten, ontvangt het personeelslid van het Centrum, in voorkomend geval en ten laste van de begroting van het Centrum, de in artikel 28 bedoelde aanvullende jaarlijkse toelage ter vervanging van de wedde ;

2° als het departement van herkomst de betaling van de bezoldiging schorst, ontvangt het personeelslid van het Centrum ten laste van de begroting van het centrum de in artikel 27 bedoelde jaarlijkse toelage ter vervanging van de bezoldiging.

In 1° hierboven wordt, indien de werkgever om terugbetaling van de wedde verzoekt, door het Centrum aan de instelling van oorsprong de bezoldiging van het personeelslid van het Centrum, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en alle andere toelagen terugbetaald, berekend volgens de bepalingen die op hem van toepassing zijn in zijn dienst van oorsprong, in voorkomend geval verhoogd met de werkgeversbijdragen.

Art. 30. De personeelsleden van het Centrum ontvangen een aanvullende jaarlijkse toelage, waarvan het bedrag als volgt wordt vastgesteld:

1° voor niveau A, een niet-geïndexeerd brutobedrag van 3.000 euro ;

2° voor niveaus B, C en D, een niet-geïndexeerd brutobedrag van 2.000 euro.

Art. 31. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op een haardtoelage, een standplaatstoelage, een vakantiegeld, een eindejaarspremie, maaltijdcheques en elke andere toelage of vergoeding tegen de tarieven en onder de voorwaarden vastgesteld in het geldende besluit van de Waalse Regering betreffende de kabinetten van de ministers van de Waalse Regering of, bij ontstentenis daarvan, voor het personeel van andere diensten van de Regering, met uitzondering van de jaarlijkse kabinetsvergoeding in de plaats van een bezoldiging en de jaarlijkse kabinetsvergoeding.

Art. 32. De wedden, bezoldigingen, vergoedingen en voordelen van de door de Waalse Regering benoemde personeelsleden van het Centrum komen ten laste van de begroting van het Centrum.

Art. 33. De vergoedingen bedoeld in de artikelen 27, 28, 30 en 31 worden maandelijks bij vervallen termijn betaald.

De maandelijks toelagen zijn gelijk aan een twaalfde van het jaarlijkse bedrag.

Als de maandelijks toelagen niet volledig verschuldigd zijn, worden ze uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de voorwaarden die gelden voor het personeel van de overheidsdiensten.

Art. 34. De vergoedingen bedoeld in de artikelen 27, 28, 30 en 31 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels vastgesteld bij de wet van 1 maart 1977 houdende organisatie van een systeem van koppeling van bepaalde uitgaven van de openbare sector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk. Ze zijn gekoppeld aan het indexcijfer 138.01 van 1 januari 1990.

HOOFDSTUK 6. — *Diverse uitgaven, financiële tegenwaarde en autogebruik*

Art. 35. De bepalingen van de Ambtenarencode inzake de reiskosten ter zake van dienstreizen en het gebruik van het openbaar vervoer zijn van toepassing op het personeel van het Centrum.

Art. 36. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op een abonnement voor het openbaar vervoer van hun woonplaats of gewone verblijfplaats naar de standplaats van het Centrum.

Door middel van een bijzondere beschikking van de Minister kan een financiële tegenwaarde worden toegekend die overeenkomt met de kosten van het (de) openbaarvervoersabonnement(en) voor het traject van de woning of gebruikelijke verblijfplaats naar de plaats van het werk. Deze tegenwaarde wordt pro rata toegekend. Om hiervoor in aanmerking te komen, moeten personeelsleden van het Centrum een afschrift van het kentekenbewijs overleggen waaruit blijkt dat het om hun eigen voertuig gaat of dat van een persoon die deel uitmaakt van hun huishouden.

Art. 37. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het Centrum stelt de Minister de individuele kilometerquota vast die jaarlijks worden toegekend aan de personeelsleden van het Centrum aan wie toestemming kan worden verleend om hun persoonlijk motorvoertuig voor dienstdoeleinden te gebruiken overeenkomstig de in het Ambtenarenwetboek vastgestelde voorwaarden.

Dit quotum mag niet hoger zijn dan 12.000 kilometer per jaar per begunstigde.

Terugbetaling vindt alleen plaats op vertoon van een maandelijks aangifte, gestaafd met bewijsstukken van gemaakte reizen voor dienstdoeleinden.

Het tarief van de kilometervergoeding wordt vastgesteld in overeenstemming met het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende de reiskosten en wordt elk jaar in juli geïndexeerd door middel van een circulaire van de federale regering waarin het bedrag wordt aangepast.

Art. 38. De algemeen coördinator en elke adjunct algemeen coördinator krijgen een bedrijfswagen toegewezen, tenzij zij anders vragen.

Na ontvangst van genoemd voertuig kunnen de algemeen coördinator en elke adjunct algemeen coördinator niet langer profiteren van de bepalingen van de artikelen 36 en 37.

Art. 39. De voorwaarden voor de aankoop en het gebruik van bedrijfs- en dienstvoertuigen, de voorwaarden voor de bijdragen in de kosten van abonnementen op het vaste en mobiele telefoonnet, fax en internet en de communicatiekosten van het personeel van het Centrum worden geregeld door de circulaire van de Waalse Regering waarin de toe te passen procedures worden vastgesteld en geharmoniseerd, met name wat betreft het beheer en de werking van de ministeriële kabinetten zoals bepaald in het geldende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

HOOFDSTUK 7. — *Beëindiging van de dienst en ontslagvergoeding voor personeelsleden*

Art. 40. Indien de aangewezen personeelsleden van het Centrum die geen recht hebben op de in artikel 41 bedoelde uitkering bij vertrek ineens, wegens het belang van de dienst hun jaarlijkse vakantie vóór beëindiging van de dienst niet of slechts ten dele hebben kunnen opnemen, wordt hun voor de niet-opgenomen vakantiedagen een compensatiebedrag toegekend dat gelijk is aan hun laatste wedde.

Het verlof dat in aanmerking wordt genomen is het verlof van het lopende jaar, evenredig verdeeld volgens de regeling en de dienstperiode, en het verlof dat wordt overgedragen om te voldoen aan de dienstvereisten.

Voor de toepassing van dit artikel is het in aanmerking te nemen loon het geïndexeerde bruto maandbedrag van de in artikel 27 bedoelde jaarvergoeding in plaats van loon of het geïndexeerde bruto maandbedrag van de in artikel 28 bedoelde aanvullende jaarvergoeding in plaats van loon, waarop een aanpassingscoëfficiënt is toegepast volgens de uitkeringsregeling, eventueel verhoogd met de haardtoelage of de woonplaatsvergoeding.

Art. 41. § 1. De Minister kent een forfaitaire vertrekvergoeding toe aan de aangewezen personeelsleden van het Centrum die een functie bij het Centrum hebben uitgeoefend en die geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten.

Een overlevingspensioen of het bestaansminimum toegekend door een openbaar centrum voor sociale voorzieningen worden niet beschouwd als vervangingsinkomen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kent de Minister een forfaitaire vertrekvergoeding toe aan aangewezen personeelsleden van het Centrum die een functie in het Centrum hebben bekleed en wier enige inkomen bestaat uit :

- 1° werkloosheidsuitkering, integratie-uitkering of wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsuitkering;
- 2° de vergoeding voor het uitsluitend verrichten van één of meer functies op deeltijdse basis ;
- 3° een overlevingspensioen of een leefloon toegekend door een openbaar centrum voor sociale actie.

De forfaitaire vertrekpremie wordt, na weging, verminderd met de bruto-inkomsten bedoeld in 1°, 2° en 3° voor de overeenstemmende periode.

§ 3 De forfaitaire vertrekpremie wordt toegekend tot een maximum van :

- 1° een maanduitkering voor een ononderbroken vervulde tewerkstellingsperiode van drie tot zes maanden ;
- 2° twee maandoelagen voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van zes tot twaalf maanden ;
- 3° een vergoeding van drie maanden voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van twaalf tot achttien volledige maanden;
- 4° een vergoeding van vier maanden voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van achttien tot vierentwintig volledige maanden ;
- 5° een maximale vergoeding van vijf maanden voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van meer dan vierentwintig volledige maanden.

§ 4. Het maandelijks brutobedrag van de forfaitaire uitkering bij vertrek is gelijk aan het geïndexeerde maandelijks brutobedrag van de in artikel 27 bedoelde jaarlijkse vervangingsuitkering of aan het geïndexeerde maandelijks brutobedrag van de in artikel 28 bedoelde jaarlijkse aanvullende vervangingsuitkering voor de laatste maand van activiteit waarin de betrokkene ten minste drie maanden heeft gewerkt, met een aanpassingscoëfficiënt volgens het uitkeringsstelsel, eventueel verhoogd met de kostwinnerstoelage of de woonplaatsvergoeding.

§ 5. De forfaitaire vertrekpremie wordt in maandelijks termijnen uitbetaald. Voorwaarde voor de toekenning van de uitkering is dat de betrokkene elke maand een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij in de betrokken periode geen beroepsbezigheid heeft uitgeoefend of dat hij in een van de in lid 2 bedoelde omstandigheden verkeert.

§ 6. De primaire ordonnateur of zijn afgevaardigde verstrekt SePAC onverwijld alle informatie die nodig is om de uitkering ineens bij vertrek voor elke begunstigde te berekenen.

§ 7 Er wordt geen forfaitaire ontslagvergoeding toegekend aan personeelsleden van het Centrum die ontslag nemen, met pensioen gaan of wegens grove schuld worden ontslagen.

§ 8 Het bevel tot beëindiging van de dienst vermeldt elke forfaitaire vertrekpremie waarvan de voorwaarden worden gecontroleerd door het SePAC.

Titel 4. — *Werking van het Centrum*HOOFDSTUK 1 — *Ordonnateurs, rekenplichtigen en delegaties*

Art. 42. De algemeen coördinator is gemachtigd om betalingsverplichtingen aan te gaan en zijn goedkeuring te hechten aan alle uitgaven in verband met de toelagen en voordelen die aan het personeel van het Centrum worden toegekend.

Art. 43. Aan de algemeen coördinator van het Centrum wordt een delegatie verleend tot een maximumbedrag van 10.000 euro exclusief btw om alle uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te regelen die betrekking hebben op respectievelijk expertisecosten, procedurekosten en advocatenhonoraria, de werking van het Waarnemingscentrum en de aankoop van diverse goederen ten laste van de organieke afdeling 19 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest.

Art. 44. § 1. SePAC is belast met de administratieve ondersteuning van het personeel van het Centrum en met de salarisadministratie van de aan het personeel van het Centrum toegekende salarissen, toelagen en voordelen.

§ 2. De directeur van SePAC is gedelegeerd om de uitgaven van de hoofdordonnateur of zijn afgevaardigden, als bedoeld in de artikelen 42 en 43, met betrekking tot de salarissen, vergoedingen en toelagen van het personeel van het Centrum te betalen.

Art. 45. De bepalingen van de artikelen 42 tot en met 44 hebben niet tot gevolg dat de hoofdordonnateur de bevoegdheid verliest om betalingsverplichtingen aan te gaan en alle uitgaven in het kader van dit besluit goed te keuren en te autoriseren.

HOOFDSTUK 2. — *Apparatuur en bedrijfsmiddelen*

Art. 46. De Regering neemt de nodige maatregelen om het Centrum de ruimten, het meubilair en de IT- en kantooruitrusting te verschaffen die het nodig heeft om te kunnen functioneren. De uitrusting kan worden aangekocht of geleasd.

Art. 47. In overeenstemming met de bepalingen inzake overheidsopdrachten stelt de algemeen coördinator van het Centrum opdrachten voor diensten voor, met name om zich te verzekeren van de medewerking van adviesbureaus die hem in zijn opdracht bijstaan.

Zo nodig stelt zij voorstellen op voor aankopen ter aanvulling van de in artikel 46 bedoelde uitrusting.

Titel 5. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 48. § 1. De personeelsleden van de Cel Financiële Informatie, opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 tot oprichting van de Cel Financiële Informatie en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, en de personeelsleden van de Cel Fiscale Expertise en Strategische Ondersteuning, opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 tot oprichting van een fiscale eenheid van het Waals Gewest, worden van rechtswege aan het Centrum toegewezen. Zij worden door de minister onverwijld per aangetekend schrijven in kennis gesteld van deze toewijzing, alsook van de in artikel 21 bedoelde rang die hun binnen het Centrum door de regering wordt toegekend.

§ 2. De personeelsleden van de Eenheid schuldbeheer en de Eenheid ondersteuning monitoring van SPW Financiën zijn op vrijwillige basis gedetacheerd bij het Centrum. Zij worden onverwijld door de minister per ter post aangetekende brief in kennis gesteld van de hun geboden mogelijkheid, alsmede van de in artikel 21 bedoelde rang die hun binnen het Centrum door de Regering wordt aangeboden, en beschikken over een termijn van een maand om de minister van hun keuze in kennis te stellen.

Als zij verkiezen niet aan het Centrum te worden toegewezen of als zij niet antwoorden binnen de in lid 1 genoemde termijn, worden zij niet automatisch bij het Centrum gevoegd.

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde personeelsleden worden in het Centrum geïntegreerd overeenkomstig titel 3, hoofdstukken 3 en 5.

§ 4. Voor de toepassing van titel 3 en in afwijking van paragraaf 3, de personeelsleden bedoeld in paragraaf 1^{er}, met betrekking tot hun tewerkstelling bij de entiteit bedoeld in paragraaf 1 :

1° die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum een jaarlijkse toelage ontvingen ter vervanging van hun bezoldiging, verbonden aan een hogere weddeschaal dan deze toegekend krachtens artikel 27, § 1^{er}, tweede lid, behouden het voordeel van deze hogere weddeschaal;

2° die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum een jaarlijkse, niet aan een weddeschaal gekoppelde, inkomensvervangende vergoeding ontvingen waarvan het bedrag hoger is dan dat van de jaarlijkse inkomensvervangende vergoeding die hun wordt toegekend overeenkomstig artikel 27, § 1, tweede lid, behouden het voordeel van dat bedrag bij wijze van jaarlijkse inkomensvervangende vergoeding totdat zij een bedrag ontvangen dat ten minste gelijk is aan de jaarlijkse inkomensvervangende vergoeding overeenkomstig artikel 27, § 1, tweede lid;

3° die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum recht hadden op een jaarlijkse toelage die overeenstemt met de jaarlijkse toelage van het Kabinet en waarvan het bedrag hoger is dan dat van de aanvullende jaarlijkse toelage toegekend krachtens artikel 28, behouden het voordeel van dit bedrag als aanvullende jaarlijkse toelage in afwijking van het bedrag vermeld in artikel 28.

Personeelsleden kunnen het voordeel krijgen van een combinatie van 1° tot 3°.

§ 5. Voor de toepassing van titel 3 en in afwijking van § 3 behouden de in § 2 bedoelde personeelsleden die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum een hogere salarisschaal genoten dan die welke overeenkomstig artikel 27, § 1, tweede lid, is toegekend, het voordeel van die hogere salarisschaal.

Art. 49. Het Centrum ziet erop toe dat de verwijzingen naar dit besluit verenigbaar zijn met elk nieuw besluit betreffende de kabinetten van de ministers van de Regering.

In geval van onverenigbaarheid, tegenstrijdigheid of enige moeilijkheid bij de toepassing van dit decreet die voortvloeit uit de inwerkingtreding van een nieuw decreet betreffende de ministerraden van de Waalse Regering, legt het Centrum aan de Regering de voorstellen tot wijziging van dit decreet voor die het nodig acht om de situatie te verhelpen.

Art. 50. Voor de toepassing van elke wet- of regelgeving die specifiek verwijst naar de Cel voor Financiële Informatie ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 tot oprichting van de Cel voor Financiële Informatie en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, de fiscale eenheid voor expertise en strategische ondersteuning opgericht bij het besluit van de Waalse regering van 27 maart 2002 tot oprichting van een fiscale eenheid in het Waals Gewest, de eenheid schuldbeheer van de Waalse Overheidsdienst Financiën of de eenheid ondersteuning monitoring van SPW Financiën, moet het Centrum worden gelijkgesteld met de daarin vermelde eenheid zolang deze geldende wet- of regelgeving niet wordt aangepast na de oprichting van het Centrum.

Art. 51. Het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 tot oprichting van de Cel Financiële Informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 wordt opgeheven.

Art. 52. Het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 tot oprichting van een fiscale eenheid van het Waals Gewest wordt opgeheven.

Art. 53. Dit besluit treedt in werking op 1^{er} januari 2024, met uitzondering van artikel 2, dat in werking treedt tien dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 54. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT